
**RAPPORT EXPLICATIF
ACCOMPAGNANT LE PROJET
DE LOI DE REGLEMENT,
GESTION 2020**

Présenté au nom de

Madame Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA
Premier Ministre, Chef du Gouvernement

par :

Madame Nicole Jeanine Lydie ROBOTY épouse MBOU,
Ministre de l'Economie et de la Relance

Madame Edith EKIRI MOUNOMBI épouse OYOUOMI,
Ministre du Budget et des Comptes Publics

Table des matières

PREMIERE PARTIE : LE CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BUDGET	4
I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN 2020	5
A. LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISES	5
B. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	5
C. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS DE LA CEMAC	6
D. L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE	6
II. LE CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL EN 2020	8
A. LE PRODUIT INTERIEUR BRUT	8
1. Le PIB par secteur d'activité (offre).....	8
2. Le PIB par la demande (emplois)	9
B. L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX	10
1. L'emploi	10
2. Les salaires.....	12
3. Les prix	13
C. LA SITUATION MONETAIRE	15
D. LA MASSE MONETAIRE (M2)	15
1. La quasi-monnaie.....	15
2. Les ressources extra-monétaires	15
E. LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE	15
1. Les avoirs extérieurs nets.....	15
2. Le crédit intérieur	15
3. Les créances nettes sur l'Etat	16
4. Les créances sur l'économie	16
F. LA POLITIQUE MONETAIRE	16
1. La politique des taux d'intérêt	16
2. La politique des réserves obligatoires	16
DEUXIEME PARTIE : L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2020	17
I. L'EXECUTION DES OPERATIONS BUDGETAIRES	18

A.	Les opérations du budget général	21
1.	L'exécution des recettes du budget général	21
2.	L'exécution des dépenses du budget général.....	25
3.	L'exécution des recettes des collectivités locales, des organismes internationaux et des établissements publics.....	29
a.	Collectivites locales	29
b.	Organismes internationaux.....	30
c.	Etablissements publics.....	30
B.	Les opérations des comptes d'affectation spéciale (CAS).....	30
II.	L'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT	33
A.	Les ressources de trésorerie et de financement.....	34
B.	Les charges de trésorerie et de financement	34
III.	LES OPERATIONS DE LA COMPTABILITE GENERALE.....	36

PREMIERE PARTIE : LE CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BUDGET

I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN 2020

En 2020, l'activité économique mondiale a été marquée par une nouvelle décélération. En effet, en raison des crises financière et sanitaire et l'atonie de la consommation, l'économie mondiale a amorcé une récession sur la période d'analyse. Cette décrue de l'activité s'est effectuée dans un contexte d'augmentation du taux de chômage, une importante contraction des flux commerciaux, une baisse des investissements et une aggravation des déficits publics, en lien avec les plans de relance mis en place par les gouvernements pour soutenir la croissance.

En matière de politique monétaire, de nombreuses banques centrales ont opté pour une politique monétaire accommodante en maintenant les principaux taux directeurs à des niveaux relativement bas.

Dans ce contexte, la production mondiale a chuté de 3,1% contre +2,9% un an plus tôt.

A. LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISES

Tout au long de l'année, la croissance économique des pays avancés s'est détériorée pour s'établir à -4,5% contre 1,9% en 2019. L'ampleur de la crise sanitaire et l'atonie de la consommation en sont les facteurs explicatifs.

Aux **Etats-Unis**, les effets pervers de l'épidémie et l'adoption tardive de mesures de soutien budgétaire ont pesé sur la consommation des ménages et la majorité des secteurs. Ainsi, le PIB a régressé de 3,4% contre +2,2% en 2019.

Frappée durement par les effets de la pandémie qui ont impacté une bonne partie des secteurs clés, **l'économie japonaise** a reflué de 4,5% contre +0,7% un an plus tôt.

Dans la **zone euro**, la croissance économique a reculé de 6,4%. Ce ralentissement a découlé de la faible demande extérieure ainsi que celle de la production industrielle.

Le produit intérieur brut de **l'Allemagne** a ralenti de 4,6% en 2020, pénalisé par l'impact du ralentissement mondial sur ses exportations, notamment automobiles, et des effets de la crise sanitaire.

Dans le même temps, la croissance de l'économie **française** s'est située à -8,0% contre +1,5% en 2019, plombée par les mesures restrictives de lutte contre la propagation du corona virus. Cette crise s'est traduite par une contraction de la consommation des ménages (-7,1%), de l'investissement (-9,8%) et des exportations (-16,7%). A l'instar des autres économies de la zone, la croissance **espagnole** et **italienne** a décéléré respectivement de 10,8% et 8,9%.

Hors de la Zone, le **Royaume-Uni** a subi une diminution de son produit intérieur brut de 9,4%. Ce chiffre confirme l'ampleur du choc de la crise sanitaire sur une économie en proie aux effets du Brexit.

B. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

L'activité économique dans **les pays émergents et en développement** a ralenti sur la période. La croissance est ainsi passée de 3,6% en 2019 à -2,0% en 2020. La baisse des prix de l'énergie, le durcissement des conditions financières extérieures et le reflux du volume des marchandises échangées expliquent cette situation.

Très dépendante des marchés internationaux, l'activité économique des pays émergents d'Europe a reculé, suite à la contraction des échanges. Le PIB de ces pays a décru de 1,8% contre une croissance de 2,4% en 2019. Dans cet ensemble, le PIB **russe** a diminué de -2,7%.

Seul pays à avoir connu une croissance positive, la **Chine** a vu son produit intérieur brut progresser de 2,3% en 2020. Cette performance résulte de la très forte demande à l'étranger de produits médicaux et du matériel pour le télétravail (notamment des ordinateurs). En **Inde**, à l'instar des autres pays, l'économie a subi les effets récessifs de la pandémie pour s'effondrer de 7,3% contre une expansion de 4,2% en 2019.

Des conditions extérieures moins favorables en raison de l'effondrement des prix des matières premières et le nombre croissant de contaminations ont plombé l'activité économique en Amérique latine. Le **Brésil** et le **Mexique**, principales économies de la région, ont enregistré respectivement des taux de -3,9% et -8,2%.

A l'instar des autres blocs économiques, l'Afrique subsaharienne a enregistré un ralentissement de l'activité de -1,7% à +3,3% un an auparavant. L'Afrique du sud, deuxième économie de la zone, fait face à des contraintes structurelles. De plus, la détérioration des finances publiques freine la confiance des chefs d'entreprise et l'investissement privé. Ainsi, au **Nigéria** et en **Afrique du sud**, la croissance respective a été de -1,8% et -6,4%.

C. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS DE LA CEMAC

Dans la zone **CEMAC**, quoiqu'en légère amélioration au cours du quatrième trimestre, l'activité économique a reculé de 2,9% en 2020 contre +2,0% en 2019. Cette évolution s'explique par l'effet conjugué de la crise sanitaire et ses répercussions sur le secteur productif et la volatilité des cours des matières premières exportées par l'ensemble des pays de la zone. Ce repli de l'activité est en lien avec la contraction de l'activité du secteur pétrolier (-5,5% en 2020, contre 2,3% en 2019) et dans une moindre mesure du hors pétrolier (-2,3 % en 2020, après +1,9 % en 2019).

En termes de contribution, les secteurs pétrolier et non pétrolier ont grevé l'activité respectivement de 1,1 point et 1,8 point contre des contributions positives de 0,5 point et 1,5 point un an auparavant. Par pays, le PIB est : -2,0% au **Cameroun**, 0,6% en **République Centrafricaine**, -8,6% au **Congo**, -1,8% au **Gabon**, -4,1% en **Guinée Equatoriale** et -0,6% au **Tchad**.

D. L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

En 2020, les prix des matières premières ont reculé de 10% (FMI) en moyenne, dans un contexte défavorable marqué par la crise sanitaire et la récession économique mondiale. En effet, les cours de l'énergie se sont repliés (-29,9%), en raison de la chute de la demande mondiale en lien avec la propagation de l'épidémie du coronavirus. De leur côté, les prix des matières premières hors énergie ont augmenté de 6,6%, à la faveur de la bonne tenue des prix des produits alimentaires (+1,5%) et des métaux de base de (+14,5%), sous l'effet de la forte demande de la Chine.

Le pétrole

L'année 2020 a été marquée par un effondrement de la demande sur le marché mondial du pétrole. Cette situation a été exacerbée par la guerre des parts de marchés entre l'Arabie Saoudite et la Russie, la crise sanitaire et la récession économique. Dans ce contexte, suite à l'accord dans le cadre de l'Opep+ pour soutenir les prix en réduisant l'offre, le cours du baril de Brent s'est situé à 42,3 dollars américains (USD) contre 64,03 (USD), un an plus tôt, soit une chute de 33,9%.

Les oléagineux

La production d'huiles alimentaires (palme, soja, colza) a enregistré des disponibilités inférieures pour la campagne 2020. Cependant, en raison de la forte demande provenant de la Chine, l'Inde et la Malaisie, les cours de l'huile de palme ont terminé à 666,06 \$/tonne, en hausse de 27% par rapport à l'année précédente.

Le minerai de manganèse

En 2020, la production mondiale d'acier au carbone, principal débouché du minerai de manganèse, a reculé de 1,5%, en lien avec une demande mondiale plus faible (-14% en Europe et -17% aux Etats-Unis). En conséquence, les cours du manganèse ont baissé de 18,7% pour s'établir à 4,6 dollars US/dmtu.

Le sucre

L'organisation mondiale du sucre a évalué la baisse de production mondiale de 4,8% à 166,7 Mt, par rapport à la campagne 2018/19 ; et la consommation s'est située à 176,1 Mt, en hausse de 1,3% par rapport à la campagne précédente. Les prix du sucre se sont situés à 12,88 cents la livre, soit une amélioration de 4,3%.

Le cacao

En 2020, le prix moyen du cacao s'est stabilisé (+0,3%) à 2 348,25 dollars la tonne à New York. Cette situation résulte du lancement du différentiel de revenu décent au Ghana et en Côte d'Ivoire. Ces pays ont ainsi réagi à la baisse sensible du prix du marché mondial, suite à la diminution de la demande de chocolat due à la pandémie.

Le café

L'organisation mondiale du café a enregistré un déficit mondial sur la campagne 2019/2020 à 626 000 sacs de 60kg contre 520 000 sacs estimé précédemment. Aussi, le cours de l'Arabica s'est-il apprécié de 14,1% à 158,88 cents, pendant que la tonne de robusta reculait de 2,1% à 78,34 cents la livre, en raison de l'abondance de l'offre au Brésil, premier producteur mondial.

Le caoutchouc naturel

En 2020, la demande de caoutchouc naturel et synthétique s'est appréciée de 2,6%, tirée par une reprise marginale de l'industrie automobile (1,5%) et des autres secteurs (4,3%). Les prix se sont situés à 79,9 cents le kilogramme, en hausse de 6,8%.

L'or

Pour l'année 2020, les cours ont été soutenus par les fluctuations du dollar et les politiques accommodantes des banques centrales des principales économies. Dans ces conditions, les cours de l'or ont été en moyenne de 1 769,5 dollars l'once, en progression de 27,1%.

II. LE CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL EN 2020

En 2020, le produit intérieur brut réel national a régressé sous l'effet de la pandémie suite aux deux chocs exogènes : la chute de la demande mondiale des principaux produits d'exportations et la baisse des cours des matières premières. A cela s'ajoute un choc endogène, lié au ralentissement de certaines activités au niveau national, induit par les mesures de lutte contre la propagation de la pandémie.

En effet, certaines branches ont fini l'année en repli d'activité, notamment l'industrie agroalimentaire, les services, l'industrie du bois, le commerce et les BTPs.

Dans ce contexte, l'emploi du secteur moderne s'est contracté en 2020 aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé. Cette situation a également été observée au niveau de la masse salariale. Les tensions inflationnistes enregistrées en 2020 ce sont atténuées, ressortant un taux d'inflation en dessous de la norme communautaire de la CEMAC (<3%).

A. LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

En 2020, la croissance de l'économie nationale a enregistré une récession de -1,8% contre une croissance de +3,9% en 2019. Cette contreperformance est liée au repli des activités aussi bien dans le secteur pétrolier (-1,2%) que dans le hors-pétrole (-1,9%).

Tableau 1 : Evolution du taux de croissance du PIB

(En %)	2018	2019	2020
PIB total	0,8	3,9	-1,8
Pétrole	-8,2	13	-1,2
Hors-pétrole	2	2,9	-1,9

Source : DGEPPF.

1. Le PIB par secteur d'activité (offre)

Côté **offre**, en 2020, la production intérieure a été affaiblie par les résultats des secteurs secondaire (-6,5%) et tertiaire (-4,4%), en dépit des performances du secteur primaire (+4,2%).

Le relèvement du **secteur primaire** est expliqué par les performances des branches mine (+26,4%) et agriculture (+6,9%). En effet, la poursuite de l'expansion des activités agricoles est liée à la forte augmentation de la production de l'agriculture de rente (+32,7%), notamment celle de l'huile de palme (à 70 340 tonnes) et du caoutchouc (à 15 404 tonnes). De même, la bonne tenue des mines provient de la consolidation de l'activité d'exploitation du manganèse, en lien avec les bons rendements des gisements de la Comilog et de la Nouvelle Gabon Mining.

Toutefois, cette évolution du primaire a été atténuée par la contre-performance de la production pétrolière (-1,2%), consécutive à l'application des quotas de l'OPEP dans un contexte de chute du prix du baril de pétrole.

La baisse d'activité du **secteur secondaire** provient des contre-performances dans la quasi-totalité des branches, excepté le raffinage (+23,5%) et l'énergie (+1,4%). Dans l'Industrie du bois (-2,1%), cette baisse d'activité est imputable à la faiblesse de la demande extérieure ; dans les Services pétroliers (-5,0%), au ralentissement de l'effort d'investissement des sociétés pétrolières, consécutivement à la chute des prix du pétrole. De même, dans les branches des autres industries de transformation (-7,6%) et des BTPs (-15,0%), la morosité de l'activité est due à la contraction de la demande locale et au retard enregistré dans la mise en œuvre de certains projets, compte tenu des contraintes budgétaires et de la situation sanitaire.

La détérioration des performances du **secteur tertiaire** (-4,4%) provient essentiellement de l'impact très prononcé de la pandémie sur les branches Services (-14,8%) et Commerce (-7,1%). Néanmoins, les Transports & Télécommunications ont enregistré une hausse de 3,9%, en liaison avec l'évacuation des produits miniers et le recours au télétravail.

Tableau 2 : Evolution du PIB par secteur d'activité de 2018 à 2020

En milliards de FCFA	PIB nominal ((au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2018	2019	2020	19/18	20/19	2018	2019	2020	19/18	20/19
Produit intérieur brut	9 368,9	9 886,9	8 814,9	5,50%	-10,80%	5 530,6	5 747,5	5 641,9	3,90%	-1,80%
PIB marchand	8 051,5	8 595,4	7 514,7	6,80%	-12,60%	4 497,3	4 724,9	4 613,9	5,10%	-2,30%
Secteur primaire	2 729,1	2 910,7	2 150,7	6,70%	-26,10%	1 068,1	1 197,8	1 248,6	12,10%	4,20%
Agriculture, Elevage, Pêche	390,7	426,3	462,4	9,10%	8,50%	325,6	354,7	379,3	8,90%	6,90%
Exploitation forestière	118,6	122,9	124,7	3,60%	1,50%	78,3	81,0	81,9	3,50%	1,10%
Pétrole brut	1 979,0	2 116,5	1 299,5	6,90%	-38,60%	563,3	636,6	628,7	13,00%	-1,20%
Mines	240,8	245,1	264,1	1,80%	7,70%	100,8	125,5	158,6	24,40%	26,40%
Secteur secondaire	2 195,5	2 303,3	2 024,3	4,90%	-12,10%	998,4	1 013,2	947,4	1,50%	-6,50%
Industries agro-alim, boissons	182,8	201,8	198,3	10,40%	-1,80%	123,3	132,3	126,5	7,30%	-4,40%
Industrie du bois	196,6	198,6	192,9	1,00%	-2,90%	118,6	119,8	117,3	1,00%	-2,10%
Autres industries yc minières	324,5	345,3	328,1	6,40%	-5,00%	170,0	176,7	160,9	3,90%	-8,90%
Raffinage	9,4	8,7	10,0	-6,90%	14,30%	7,3	6,4	7,9	-12,10%	23,50%
Electricité, Eau	112,6	116,6	115,4	3,50%	-1,00%	53,9	54,7	55,5	1,50%	1,40%
BTP	308,3	327,8	298,2	6,30%	-9,00%	172,0	177,3	150,7	3,10%	-15,00%
Recherche, services pétroliers	1 061,2	1 104,5	881,4	4,10%	-20,20%	353,4	346,0	328,7	-2,10%	-5,00%
Secteur tertiaire	2 535,0	2 758,8	2 732,8	8,80%	-0,90%	1 908,1	1 986,5	1 899,2	4,10%	-4,40%
Transports & Communications	869,1	1 028,7	1 134,2	18,40%	10,30%	699,2	772,0	802,0	10,40%	3,90%
Services	1 010,0	1 053,5	923,4	4,30%	-12,30%	769,2	785,3	668,7	2,10%	-14,80%
Commerce	507,8	526,9	498,5	3,80%	-5,40%	279,1	281,0	261,1	0,70%	-7,10%
Services bancaires, assurances	282,6	279,3	285,9	-1,20%	2,40%	279,3	268,7	267,4	-3,80%	-0,50%
DTI et TVA	592,0	622,5	607,0	5,20%	-2,50%	522,6	527,5	518,7	0,90%	-1,70%
PIB non marchand	1 317,4	1 291,5	1 300,1	-2,00%	0,70%	1 033,4	1 022,6	1 028,0	-1,00%	0,50%

Source : DGEPP.

2. Le PIB par la demande (emplois)

Au titre de la **demande finale**, en 2020, la récession de l'activité résulte de la baisse de la **demande intérieure** (-8,7%), en dépit de la légère hausse de la **demande extérieure** (+0,3%).

La contraction de la demande intérieure est liée au tassement de la consommation totale (-0,1%) et au recul de l'investissement total (-16,7%). En effet, la consommation s'est contractée en raison du repli de la consommation privée (-2,0%), nonobstant la hausse de la consommation publique (+5,5%). L'évolution de la consommation privée résulte de la perte des revenus des ménages en lien avec la morosité de l'activité économique et du marché du travail.

Cependant, les efforts déployés par les pouvoirs publics en vue de limiter l'impact de la crise sanitaire et économique sur les ménages (distribution de bons alimentaires, paiement d'une prime au secteur santé etc.) ont permis d'atténuer la diminution de la consommation privée.

Le recul de l'investissement global, mesuré par la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF), est consécutif au repli de l'investissement privé (-16,2%) et de l'investissement public (-21,7%). En effet, la baisse de l'investissement privé provient essentiellement du secteur pétrolier (-19,6%). Le reflux de l'investissement public résulte du retard accusé dans la phase d'exécution des projets de développement initialement annoncés (La Transgabonaise, barrages hydroélectriques, aménagement des voiries, etc.), compte tenu du contexte économique difficile.

L'accroissement des exportations totales (+10,1%) s'explique par la hausse des ventes à l'extérieur de la production minière (+32,0%) et des produits de rente (+26,5%).

Le recul des importations totales (-6,0%) résulte de la chute de la demande intérieure en biens d'équipement (-12,3%) et en biens intermédiaires (-11,7%), suite aux mesures de confinement instaurées en vue de freiner la propagation de la pandémie de la Covid-19.

Tableau 3 : Evolution du PIB par la demande de 2018 à 2020

En milliards FCFA	PIB nominal ((au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2018	2019	2020	19/18	20/19	2018	2019	2020	19/18	20/19
PRODUIT INTERIEUR BRUT	9 368,90	9 886,90	8 816,20	5,50%	-10,80%	5 530,60	5 747,50	5 641,90	3,90%	-1,80%
DEMANDE INTERIEURE	6 411,90	6 976,80	6 617,50	3,00%	-5,10%	6 519,20	7 258,10	6 629,80	-0,60%	-8,70%
DEMANDE EXTERIEURE	7 217,50	7 259,80	6 209,90	5,70%	-14,50%	5 710,90	6 894,20	6 913,10	3,30%	0,30%
CONSOMMATION TOTALE	4 607,60	4 811,70	4 863,40	-0,10%	1,10%	3 436,70	3 512,30	3 508,40	-4,60%	-0,10%
Ménages	3 617,70	3 724,80	3 702,40	4,40%	-0,60%	2 605,80	2 630,50	2 577,90	-0,40%	-2,00%
Administrations	989,9	1 086,90	1 161,00	-13,70%	6,80%	830,8	881,8	930,5	-15,90%	5,50%
INVESTISSEMENT TOTAL	1 804,30	2 165,10	1 754,10	10,80%	-19,00%	3 082,50	3 745,70	3 121,40	7,50%	-16,70%
Privé	1 480,90	1 877,70	1 525,60	9,40%	-18,80%	2 741,40	3 456,10	2 894,60	7,50%	-16,20%
dont : Pétrole	387,9	559,8	379,1	15,10%	-32,30%	1 487,30	2 066,80	1 662,20	14,10%	-19,60%
Hors Pétrole	1 093,00	1 317,90	1 146,60	4,50%	-13,00%	1 254,10	1 389,30	1 232,30	4,30%	-11,30%
Administration	323,4	287,4	228,5	29,40%	-20,50%	341,2	289,6	226,8	54,10%	-21,70%
EXPORTATIONS TOTALES	5 087,20	5 084,90	4 204,20	10,00%	-17,30%	2 361,20	2 691,80	2 962,60	4,90%	10,10%
Pétrole	3 770,20	3 627,00	2 554,80	8,90%	-29,60%	1 108,00	1 183,70	1 169,50	-7,70%	-1,20%
Hors Pétrole	1 128,90	1 262,10	1 453,20	17,10%	15,10%	1 186,10	1 437,90	1 726,30	19,90%	20,10%
dont : Rentes et autres produits d'exportations	345,5	502	660	20,10%	31,50%	389,5	546	690,6	42,90%	26,50%
Mines	410,5	382,6	426,5	10,00%	11,50%	408	477,3	629,8	4,20%	32,00%
Bois transformé	369,3	373,7	362,9	23,10%	-2,90%	385	411	402,3	19,80%	-2,10%
Produits manufacturiers	3,6	3,9	3,7	2,70%	-5,10%	3,6	3,6	3,6	9,00%	0,00%
IMPORTATIONS TOTALES	2 130,30	2 174,80	2 005,60	-3,10%	-7,80%	3 349,70	4 202,40	3 950,50	1,60%	-6,00%
dont Consommations	439,6	461,6	477,7	-8,20%	3,50%	406,2	435,4	456,8	3,40%	4,90%
Equipements	396,9	553,9	479,7	-58,30%	-13,40%	548,3	783,6	687,2	-20,80%	-12,30%
Intermédiaires	545,1	586,1	524,3	25,60%	-10,50%	552,5	607,7	536,6	26,20%	-11,70%

Source : DGEPPF.

B. L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

1. L'emploi

En 2020, l'emploi dans le secteur moderne a baissé de 1,4% comparativement à l'année précédente. Cette situation s'observe aussi bien dans le secteur public (-1,6%) que dans le privé (-1,2%). Au total, l'emploi du secteur moderne s'est situé à 181 494 agents dont 97 781 dans le secteur public.

Tableau 4 : Evolution des effectifs du secteur moderne en 2020

Désignation	2018	2019	2020	var 20/19
Sociétés	87 934	84 731	83 713	-1,2%
Secteur public hors collectivités locales	100 401	99 405	97 781	-1,6%
Total général	188 335	184 136	181 494	-1,4%

Source : DGEPPF.

a. L'emploi dans le secteur public

A fin décembre 2020, le repli des effectifs du secteur public s'explique par la contraction du nombre des agents de la fonction publique (-0,7%) ainsi que celle du personnel de la MONP (-6,9%). La poursuite de la politique gouvernementale de mise à la retraite systématique des agents de la MONP atteints par la limite d'âge et le non remplacement des départs à la retraite de cette catégorie d'agents expliquent cette évolution.

Tableau 5 : Evolution des effectifs du secteur public en 2020

Désignation	2018	2019	2020	Var 20/19
Secteur public	100 401	99 405	97 781	-1,6%
Fonction publique	85 610	84 783	84 168	-0,7%
MONP	14 791	14 622	13 613	-6,9%

Source : DGEPPF.

b. Les effectifs par département

En 2020, le personnel de la fonction publique par département a baissé de 0,7% à 84 168 agents, suite à la contraction des effectifs dans la quasi-totalité des administrations.

Tableau 6 : Evolution des effectifs par département en 2020

Départements	2018	2019	2020	Var 20/19
Pouvoirs Publics	23 818	22 431	22 202	-1,0%
Administration Générale	13 941	15 186	15 546	2,4%
Administration Economique	7 257	7 047	6 757	-4,1%
Administration du Développement	3 747	3 506	3 425	-2,3%
Administration des Transports	1 105	1 036	993	-4,2%
Administration de l'Education	24 455	24 678	24 551	-0,5%
Administration Sociale	11 259	10 849	10 653	-1,8%
Autres	28	50	41	-18,0%
TOTAL	85 610	84 783	84 168	-0,7%

Source : DGBFIP.

c. L'évolution de l'emploi dans la MONP

Les effectifs de la Main d'Œuvre Non Permanente ont baissé de 6,9% à fin décembre 2020 pour s'établir à 13 613 agents. Cette variation s'explique par l'application du non remplacement des agents de cette catégorie admis à la retraite.

d. L'emploi dans les sociétés

Le secteur privé moderne a employé 83 713 agents nets en 2020, soit une diminution de 1,2% par rapport à 2019. Ce repli est lié à la faiblesse de l'offre d'emplois, compte tenu de la conjoncture difficile dans certains secteurs d'activité. Avec un recul de la croissance en 2020, l'emploi privé a subi les contre-coups de la crise.

En effet, la baisse de l'emploi a été observée dans plusieurs secteurs tels que l'agriculture (-6,2%), les Services (-5,8%) ou encore l'agroalimentaire (-8,6%). De même, les effectifs des entreprises parapubliques ont connu une baisse de 1,6% pour s'établir à 4 132 salariés en 2020. Cette évolution est fortement impactée par la conjoncture économique marquée par la crise économique en liaison avec la crise sanitaire.

Le repli des effectifs a été atténué par l'augmentation nette d'emplois dans les secteurs tels que le pétrole (+2,2%), l'eau, l'électricité et le raffinage (+5,0%) ainsi que les mines (+6,2%).

Tableau 7 : Evolution de l'emploi prive par secteurs d'activité en 2020

Désignation	2018	2019	2020	Var 20/19
Société	87 934	84 731	83 713	-1,2%
Parapublic	3 971	4 201	4 132	-1,6%
Privé	83 963	80 530	79 581	-1,2%
Agriculture	12 681	11 907	11 167	-6,2%
Pétrole	3 852	3 935	4 022	2,2%
Mines	2 508	2 443	2 594	6,2%
Bois	13 845	13 182	13 759	4,4%
Industries Agro-alimentaires	5 354	4 937	4 510	-8,6%
Autres industries	4 861	4 754	5 112	7,5%
Eau, électricité et raffinage	4 759	4 781	5 020	5,0%
Bâtiment et travaux publics	4 623	4 301	4 197	-2,4%
Transports et Télécom	8 195	8 562	8 084	-5,6%

Désignation	2018	2019	2020	Var 20/19
Services	9 647	8 545	8 049	-5,8%
Commerce	9 776	9 457	9 460	0,03%
Banques et Assurances	3 862	3 726	3 607	-3,2%

Source : DGEPP

2. Les salaires

Au terme de l'année 2020, la masse salariale du secteur moderne a baissé de 1,7% pour se situer à 1 970,8 milliards de FCFA. Cette situation résulte du recul observé aussi bien dans le secteur privé (-2,2%) que dans le secteur public (-0,8%).

Tableau 8 : Evolution de la masse salariale du secteur moderne

En milliards FCFA	2018	2019	2020	Var 20/19
Sociétés	1 283,6	1 316,1	1 287,6	-2,2%
Parapublique	142,8	134,9	135,6	0,5%
Privées	1 140,8	1 181,2	1 152	-2,5%
Secteur public	701	688,9	683,2	-0,8%
Fonction publique	642,2	626,5	627,9	0,2%
MONP	44,0	45,3	35,3	-22,2%
Collectivités locales	14,8	17,1	20	17,0%
Total général	1 984,6	2 005,1	1 970,8	-1,7%

Sources : DGBFIP, DGEPP, DGCPT.

a. La masse salariale du secteur public

La masse salariale du secteur public s'est située à 683,2 milliards de FCFA, soit une baisse de 0,8% en 2020. Cette évolution est conforme à l'objectif de maîtrise des dépenses de personnels des agents de l'Etat. Le repli des salaires est imputable, à la diminution de la masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente (-22,2%), malgré la progression de la Solde permanente (0,2%).

b. La masse salariale par département

A fin 2020, le fléchissement de la masse salariale de la Fonction Publique a été portée essentiellement par l'administration Générale (+5,4%). Ce relèvement résulte du niveau des effectifs et des régularisations des situations administratives, notamment l'entrée en solde des agents en présalaire qui prend désormais en compte les suppléments de traitements et autres éléments de rémunérations servis (aides au transport et au logement etc.).

Tableau 9 : Evolution de la masse salariale par département

En milliards de FCFA	2018	2019	2020	Var 20/19
Pouvoirs Publics	177,3	165,7	164	-1,0%
Administration Générale	100,6	106,2	111,9	5,4%
Administration Economique	51,1	49	47,9	-2,2%
Administration du Développement	27,2	24,9	24,4	-2,0%
Administration des Transports	7,3	6,7	6,4	-4,3%
Administration de l'Education	197,6	196	197	0,6%
Administration Sociale	80,8	77,3	75,7	-2,1%
Autres	0,3	0,8	0,6	-17,3%
TOTAL	642,2	626,5	627,9	0,2%

Source : DGBFIP, DGCPT.

c. La Main-d'Œuvre Non Permanente

La masse salariale de la MONP a décliné de 22,2% pour finir à 35,3 milliards de FCFA à fin décembre 2020. Ce résultat se rapporte principalement à la baisse des effectifs et aux effets du dispositif de centralisation des fichiers, notamment ceux des provinces.

d. La masse salariale des sociétés

En 2020, le repli de 2,2% de la masse salariale versée aux employés du secteur privé résulte de la crise sanitaire. La quasi-totalité des branches d'activité a été impactée entre autres : Industries Agro-alimentaires (-15,7%) ; les Services (-10,2%); les Autres Industries (-6,9%); l'Agriculture (-6,3%); le Transport et Télécom (-6,1%); les Banques & Assurances (-5,3%). En revanche, certaines branches résilientes ont bénéficié de l'octroi de primes de performance et aux recrutements issus de la création de nouveaux postes visant à s'adapter aux exigences de la crise sanitaire telles que les Bâtiments et travaux publics (+22,4%), Eau, électricité et raffinage (+7,5%); Pétrole (+4,1%).

Tableau 10 : Evolution de la masse salariale des sociétés privées par secteur d'activité

Désignation	2017	2018	2019	Var 20/19
Société	1 283,6	1 316,2	1 286,1	-2,3%
Parapublic	142,8	134,9	135,6	0,5%
Privé	1 140,8	1 181,3	1 150,5	-2,6%
<i>Agriculture</i>	89,5	75,6	71	-6,3%
<i>Pétrole</i>	152,3	159,6	166	4,1%
<i>Mines</i>	115,8	119	118	-0,6%
<i>Bois</i>	47,6	50,8	49	-4,0%
<i>Industries Agro-alimentaires</i>	58,5	54,9	46	-15,7%
<i>Autres industries</i>	17,2	16,8	16	-6,9%
<i>Eau, électricité et raffinage</i>	89	97,6	105	7,5%
<i>Bâtiment et travaux publics</i>	47,4	42,1	52	22,4%
<i>Transports et Télécom</i>	180,3	210,5	198	-6,1%
<i>Services</i>	191,3	193,6	174	-10,2%
<i>Commerce</i>	77,4	77,4	78	0,3%
<i>Banques et Assurances</i>	74,5	83,4	79	-5,3%

Source : DGEPPF.

3. Les prix

En 2020, les tensions inflationnistes se sont encore atténuées. En effet, l'inflation moyenne annuelle a affiché un taux de 1,3% en 2020 contre 2,0% en 2019.

Cette situation résulte de la désinflation ou déflation sur les postes de consommation suivants: « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+1,7% contre +1,9%), « Boissons alcoolisées et tabacs » (-0,1% contre +1,4%), « Articles d'habillement et chaussures » (-1,4% contre +2,8%), « Logement, eau, gaz et électricité et autres combustibles » (-0,8% contre +2,6%), « Santé » (-0,6% contre -0,9%), « Enseignement » (+2,7% contre +17,6%), « Communications » (+2,1% contre +3,5%), « Loisirs et culture » (+0,4% contre +0,8%) et « Biens et services » (0% contre +0,2%).

Le renchérissement des transports est lié aux mesures restrictives sanitaires, notamment la limitation du nombre de places dans les transports en commun.

Aussi, les mesures stratégiques prises par le gouvernement pour endiguer la propagation de la Covid-19, telle que la fermeture des frontières, ont-elles engendré un dysfonctionnement dans la chaîne d'approvisionnement et un relèvement des prix des fonctions suivantes : « Poissons et autres produits séchés ou fumés » (+9,2%), « Légumes frais en fruits ou racines » (+4,2%), « Légumes frais en feuilles » (+4,8%) et « Tubercules » (+6,4%).

L'analyse sectorielle laisse apparaître une évolution positive des prix dans les secteurs primaire (+2,6%) et tertiaire (+1,6%) avec une relative stabilité des prix dans le secondaire. En termes de durabilité, les prix des biens de consommation durables et semi-durables ont diminué de 0,4% et 1,2% respectivement alors que les prix des biens de consommation non durables et des services ont renchéri respectivement de 1,4% et 1,6%. Enfin, par origine, les prix des produits locaux se sont accrus de 1,8% et les produits importés de 0,8%.

En définitive, le taux d'inflation s'est établi à 1,3% en 2020 et se situe de nouveau en deçà de la norme communautaire (+3,0%).

Tableau 11 : Evolution des prix à la consommation des ménages de 2019 à 2020¹

Regroupements	Pond	Janvier - Décembre				Glissement mensuel (en %)
		Indice moyen		Variation (%)		
		2019	2020	2019	2020	
INDICE NATIONAL (base 100 = 2018)	10.000	100,8	102,1	2	1,3	1,6
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	4.029	100,9	102,8	1,9	1,8	0,9
<i>Céréales non transformées</i>	484	101,1	101		0	0,3
<i>Pains</i>	144	98,8	102,7		3,9	-6,2
<i>Bœufs</i>	129	97,5	100,1		2,6	2
<i>Volaille</i>	326	102,6	103,7		1	-3,9
<i>Poissons frais</i>	254	101,3	99,1		-2,1	-1,6
<i>Poissons et autres produits séchés ou fumés</i>	106	100,3	107,6		7,3	5,6
<i>Huiles raffinées</i>	420	99,3	100,1		0,8	3
<i>Légumes frais en fruit ou racine</i>	195	104	106,2		2,1	-3,3
<i>Légumes frais en feuilles</i>	96	99,6	103,7		4,2	-2,2
<i>Tubercules plantains</i>	205	105	106,8		1,6	-8,9
Boissons alcoolisées et tabac	170	100,9	100,6	1,4	-0,3	-0,1
Articles d'habillement et chaussures	525	101,5	101,2	2,8	-0,3	2,7
Logement. eau. gaz. électricité et autres combustibles	1543	101,3	100,4	2,6	-0,9	0
<i>Alimentation en eau</i>	88	102,7	101		-1,7	2,8
<i>Électricité</i>	308	101,2	100,7		-0,5	2
<i>Gaz</i>	67	100,3	100,9		0,6	7
Meubles. articles de ménage et entretien courant de la maison	380	99,8	99,4	-0,1	-0,4	0,3
Santé	231	100,1	106,3	-0,9	6,2	14
Transports	813	100	103,6	2,2	3,6	0,5
<i>Carburants et lubrifiants</i>	248	99,5	101,5		1,9	2,3
Communications	555	100	103,5	3,5	3,5	8,2
Loisirs et culture	459	99,8	99,9	0,8	0,1	-0,1
Enseignement	324	100,7	102,4	17,6	1,7	0,1
Restaurants et hôtels	588	100,1	99	-2,2	-1,1	-3,3
Biens et services divers	383	99,8	99,4	0,2	-0,5	-0,3

Source : DGS/DGEPF.

¹ En 2019, la Direction Générale de la Statistique a mis en place un nouvel indice harmonisé des prix à la consommation base 2018.

C. LA SITUATION MONETAIRE

A fin décembre 2020, la situation monétaire large est marquée par :

- une détérioration des avoirs extérieurs nets (+39,0%),
- une hausse de la masse monétaire (+5,7%) ;
- une consolidation du crédit intérieur net (+17,1%) ;
- une dégradation de la Position Nette du Gouvernement ;
- et un infléchissement de la politique monétaire.

D. LA MASSE MONETAIRE (M2)

La masse monétaire a augmenté de 5,7% pour s'établir à 2 467,7 milliards de FCFA en relation avec la consolidation du crédit intérieur net (+17,1%). Cette évolution s'explique par le renforcement de 4% du stock des dépôts et de la circulation fiduciaire (+14,6%).

1. La quasi-monnaie

En 2020, la quasi-monnaie s'est reléguée de 9,7% à 713,9 milliards de FCFA. Cette augmentation résulte de la reconstitution des dépôts d'épargne au regard de l'incertitude liée à la crise sanitaire.

2. Les ressources extra-monétaires

Les ressources extra-monétaires (emprunts extérieurs à moyen et long terme, fonds propres du système bancaire, allocations de DTS et autres postes nets) se sont accrues de 15,6% à 265 milliards de FCFA au 31 décembre 2020, afin de faire face aux difficultés liées à la crise sanitaire.

E. LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

En 2020, les contreparties des ressources monétaires augmentent de 6,6% à 2 732,7 milliards de FCFA, influencées par l'accroissement du crédit intérieur (+17,1%).

1. Les avoirs extérieurs nets

Les Avoirs Extérieurs Nets (AEN) du système bancaire sont passés de 479,8 milliards de FCFA en 2019 à 292,6 milliards de FCFA en décembre 2020, soit une dégradation de 39%. Cette évolution est corrélée à la détérioration simultanée des avoirs extérieurs nets de la BEAC (-40,1%) et des banques primaires (-34,6%) qui se sont établis respectivement à 230,7 et 61,9 milliards de FCFA.

2. Le crédit intérieur

Il s'affermi de 17,1% à 2 440,1 milliards de FCFA à fin décembre 2020 à la faveur de la hausse des créances nettes sur l'Etat (39,1%) alors que les crédits à l'économie restent relativement stables (0,8%).

3. Les créances nettes sur l'Etat

La situation nette débitrice de l'Etat se situe à 1 234,9 milliards de FCFA en décembre 2020 contre 887,9 milliards de FCFA un an plus tôt. Aussi, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est-elle dégradée, à 1 263,5 milliards de FCFA contre 952 milliards de FCFA en 2019.

4. Les créances sur l'économie

Les crédits à l'économie se sont consolidés de 0,8% à 1 205,2 milliards FCFA. Cette évolution est corrélée aux concours octroyés au secteur privé non financier, représentant environ 90% du total des crédits à l'économie.

F. LA POLITIQUE MONETAIRE

En glissement annuel, la politique monétaire de la Beac a reposé sur le maintien du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), des autres taux directeurs et des coefficients applicables sur les DAV et les DAT.

1. La politique des taux d'intérêt

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 21 décembre 2020 a décidé de maintenir inchangés le TIAO et les autres principaux taux d'intervention :

- taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) : 3,25% ;
- facilité marginale de prêt : 5% ;
- facilité de dépôts : 0%.

De même, les facilités ont été reconduites comme suit :

- facilité marginale de prêt : 5% ;
- facilité de dépôts : 0%.

2. La politique des réserves obligatoires

Les coefficients applicables sur les DAT, sur les DAV et le taux de rémunération des réserves obligatoires ont été maintenus ainsi qu'il suit :

- Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV) : 7% ;
- Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) : 4,5%.

DEUXIEME PARTIE : L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2020

Arrêtée en équilibre à trois mille quarante-sept milliards cent quarante-six millions trois cent soixante-neuf mille cent quatre-vingt-seize (3.047.146.369.196) FCFA, l'exécution de la loi de finances rectificative 2020 laisse apparaître :

- un solde déficitaire des opérations budgétaires arrêté à **deux cent soixante-treize milliards huit cent quarante-six millions dix mille six cent vingt-neuf (-273.846.010.629) FCFA ;**
- un solde excédentaire des opérations de trésorerie et de financement de **cinq cent soixante milliards trois quatre-vingt-sept millions deux cent vingt-deux mille six cent quatre-dix-huit (570.387.222.698) FCFA ;**
- un résultat positif de la comptabilité générale établi à **quatre cent trente un milliards cinq cent cinquante millions quatre-vingt-quatorze mille deux cent quarante (431.550.094.240) FCFA.**

I. L'EXECUTION DES OPERATIONS BUDGETAIRES

En 2020, les recettes budgétaires, hors prélèvements, ont été recouvrés à hauteur de 1 644,9 milliards FCFA pour une prévision de 1 501, 8 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 110%.

Tableau 12 : Détail des recettes budgétaires (en millions FCFA)

Article	Nature de la recette	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		Ecart Exécution / LF 2020
				Valeur	%	
71*	TITRE 1 : RECETTES FISCALES	1 220 017	1 158 565	1 191 168	103%	32 602
711*	Impôts sur les sociétés	519 817	420 520	382 147	91%	-38 373
7111-1	Sociétés pétrolières	196 311	190 000	224 666	118%	34 666
7111-2	Sociétés minières	112 798	25 085	10 962	44%	-14 123
7111-4	Retenues à la source	28 158	23 985	29 942	125%	5 957
7111-3	Autres sociétés	182 550	181 450	116 577	64%	-64 873
712*	Impôts sur les personnes	131 329	132 238	111 968	85%	-20 271
7121-1	Impôts sur le revenu des personnes physiques	95 013	47 511	20 982	44%	-26 528
7121-2	Acomptes versés par les salariés	5	61 174	67 781	111%	6 607
7121-3	Taxe complémentaire sur les salaires	36 093	23 518	23 134	98%	-383
7121-5	Impôts forfaitaires sur le revenu	0	36	67	182%	30
	Autres impôts sur les personnes	218	0	4		4
7142-3	Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers	23 808	23 173	35 523	153%	12 350
7180-1	Taxe de formation professionnelle	2 865	1 669	2 938	176%	
	<i>dont report à nouveau sur exercices antérieurs corrigé</i>	2 865	0	2 019		
	Droits et taxes sur la propriété	9 061	18 898	12 469	66%	-6 428
7143-*	Droits de mutations	4 619	15 284	9 553	63%	-5 731
7144-4	Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	4 442	3 614	2 916	81%	-698
	Taxes sur les biens et services	256 833	280 914	323 017	115%	42 103
7244-1	Redevance d'Usure de la Route	7 352	9 677	21 652	224%	11 976
	<i>dont report à nouveau sur exercices antérieurs</i>		0	2 123		2 123
7144-5	Taxe sur les carburants	2 734	1 956	1 854	95%	-101
7141-1	Taxe sur la valeur ajoutée	188 506	212 780	206 835	97%	-5 945
7142-1	Droits d'accises	15 438	17 112	27 854	163%	10 742
	<i>dont report à nouveau sur exercices</i>	61		9 169		9 169

Article	Nature de la recette	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		Ecart Exécution / LF 2020
				Valeur	%	
	<i>antérieurs corrigé</i>					
7211-8	Taxe sur les jeux de hasard	2 862	1 791	348	19%	-1 442
7144-1	Taxe sur les Transferts	2 017	2 411	1 777	74%	-634
7180-1	Taxes diverses (contrats d'assurances, autres)	10 722	4 260	0	0%	-4 260
7145-*	Contribution Spéciale de Solidarité	18 651	16 515	18 308	111%	1 793
7145-*	Redevance audiovisuelle	1 994	1 201	3 105	258%	1 903
	<i>dont report à nouveau sur exercices antérieurs corrigé</i>	30		18		18
7145-*	Taxe sur les véhicules de luxe	0	891	30	3%	-861
7145-*	Taxe immatriculation personnalisée	0	289	0	0%	-289
7243-1	Redevance Universelle	0	2 394	26 777	1118%	24 383
	<i>dont report à nouveau sur exercices antérieurs corrigé</i>			22 571		
7145-*	Contribution spéciale de l'eau	91	1 021	4 288	420%	3 267
	<i>dont report à nouveau sur exercices antérieurs</i>			3 686		3 686
7145-*	Contribution spéciale de l'électricité	5 072	6 823	5 255	77%	-1 569
	<i>dont report à nouveau sur exercices antérieurs</i>			1 970		1 970
7335-2	Ristournes licence de transports	0	122	809	661%	687
7335-2	Ristournes Cartes grises	54	87	0	0%	-87
7335-2	Ristournes Permis de conduire	0	67	0	0%	-67
7334-5	Ristournes DG Forêts	857	624	4 124	660%	3 500
7334-5	Amendes DG Forêts	0	42	0	0%	-42
7334-5	Ristournes DG Pêches et de l'aquaculture	0	562	0	0%	-562
7334-2	Ristournes DG Environnement et de la Protection de la nature	66	15	0	0%	-15
7335-1	Ristournes DG Marine Marchande	354	271	0	0%	-271
715*	Droits et taxes de douanes	276 305	263 147	313 678	119%	50 530
7151-*	Droits et taxes à l'importation	263 569	231 520	284 553	123%	53 033
7151-8	dont Taxe communautaire d'Intégration	2 453	4 241	872	21%	-3 369
7151-8	Contribution Communautaire d'Intégration	2 452	1 051	2 581	246%	1 531
7151-8	Prélèvement OHADA	315	266	397	149%	131
7151-8	Contribution au financement de l'U.A.	465	1 011	999	99%	-12
7153-5	Redevance informatique	1 028	12 233	12 913	106%	680
7154-3	Contentieux (Amendes)	909	816	3 441	421%	2 624
7153-1	Travail Extra Legal	0	17	12	73%	-4
7151-2	Droit de douane import	136 054	103 301	136 940	133%	33 639
7141-3	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	99 074	92 527	107 255	116%	14 728
7151-5	Droit d'accises	6 778	7 821	12 803	164%	4 983
7151-7	Surtaxe temporaire	0	23	22	98%	0
7151-8	Précompte IRPP	0	101	0	0%	-100
7151-8	Intérêt de crédit	0	786	0	0%	-786
7151-8 (CSS)	Contribution Spéciale de Solidarité	14 031	7 292	6 315	87%	-977
7153-2	Magasinage	10	33	1	4%	-32
7151-8	Contrôle spécifique (instruments de mesure)	0	0	0		0
7152-*	Droits et taxes à l'exportation	12 736	31 627	29 125	92%	-2 503

Article	Nature de la recette	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		Ecart Exécution / LF 2020
				Valeur	%	
7152-2	Droit de sortie	12 736	18 850	25 672	136%	6 822
7152-8	Taxe d'abattage	0	12 594	3 342	27%	-9 252
7151-6	Timbre Douanier	0	8	2	23%	-6
7152-8	Taxe sur les produits minéraux	0	176	109	62%	-67
	Autres recettes fiscales	0	18 007	9 429	52%	-8 578
7111-8	Pénalités sur le revenu et les bénéficiaires	0	11 205	2 388	21%	-8 816
7111-8	Produit des droits, amendes et pénalités sur activités minières		1	0	0%	-1
7180-1	Autres taxes	0	6 801	7 041	104%	239
74*	TITRE 2 : DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	0	25 071	5 246	21%	-19 824
741*	Dons, legs et fonds de concours		25 071	5 246	21%	-19 824
7412-1	Dons des institutions internationales-projets		20 969	0	0%	-20 969
7433-1	Dons intérieurs reçus autres que ceux provenant d'autres budgets publics-fonds de concours		4 101	5 246	128%	1 145
725*	TITRE 3 : COTISATIONS SOCIALES	45 561	41 372	39 588	96%	-1 784
7251-*	Cotisations retraites (y.c agents publics en détachement)	86 965	28 376	28 047	99%	-329
	<i>dont report à nouveau sur exercices antérieurs</i>	4 503	0	0		0
7251-*	Cotisations CNAMGS	12 473	12 995	11 541	89%	-1 455
0.264	TITRE 4 : AUTRES RECETTES	656 736	339 984	471 270	139%	131 286
7741*	Revenus des participations	17 551	6 064	29 613	488%	23 549
7741-1	Participations dans les sociétés pétrolières	0	0	27 999		27 999
7741-2	Participations dans les sociétés minières	0	1 000	0	0%	-1 000
7741-9	Participations dans les autres sociétés	17 551	5 064	1 614	32%	-3 450
7281-1	Revenus du domaine foncier	1 015	1 042	11	1%	-1 031
7212-*	Revenus du domaine pétrolier	543 148	273 462	349 126	128%	75 664
7212-1	Redevance pétrolière	296 855	146 253	180 596	123%	34 343
7311-1	Contrat de partage	124 830	102 100	130 392	128%	28 292
7311-1	<i>dont transferts à SOGARA</i>	0	12 200	0	0%	-12 200
7212-2	Redevance superficière	2 467	3 110	0	0%	-3 110
7311-*	Boni sur attribution de permis	118 995	22 000	38 139	173%	16 139
7213-*	Revenus du domaine minier	59 608	5 517	17 612	319%	12 094
7211-*	Revenus du domaine forestier	8 680	4 557	4 052	89%	-505
	Recettes diverses non fiscales	26 734	34 341	70 723	206%	36 382
	Recettes de régies (R7 affectées)	12 414	22 828	32 491	142%	9 663
7145-3	. Patentes	305	3 201	2 715	85%	-486
7145-6	. Licences	13	1 962	78	4%	-1 884
7145-4	. Foncier bâti	867	6 241	12 793	205%	6 552
7145-5	. Foncier non bâti	45	1 029	663	64%	-366
7145-2	. Impôt Synthétique Libérateur	420	530	1 871	353%	1 341
7180-1	. Contribution pour les ordures ménagères	5 069	6 800	10 705	157%	3 905
	<i>dont report sur exercices antérieurs</i>			5 070		
7145-2	. Fonds National de l'Habitat	5 696	3 065	3 666	120%	601
	<i>dont report sur exercices antérieurs</i>			29		29
7333-*	Redevance Examen et concours	916	1 030	449	44%	-581
7338-*	Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	0	250	172	69%	-78
7337-2	Ristournes issues des autorisations et	0	64	0	0%	-64

Article	Nature de la recette	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		Ecart Exécution / LF 2020
				Valeur	%	
	renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers					
7338-*	Ristournes issues des contrôles-DG Travail	254	378	0	0%	-378
7338-8	Revenus du patrimoine immobilier		247	6	3%	-241
7338-8	ROPPRON		100	0	0%	-100
7338-8	Redevance pour cartes de commerce yc pénalités		300		0%	-300
7338-8	Redevance pour agrément technique des rebuts yc pénalités		360		0%	-360
7338-8	Redevance pour agrément technique industriels yc pénalités		100		0%	-100
7380-8	Autres recettes	13 149	8 684	37 604	433%	28 920
7543-1	Ventes de biens et services	0	15 000	133	1%	-14 867
	TOTAL RECETTES BUDGETAIRES (COURANT)	1 914 857	1 564 992	1 660 617	106%	95 624
	TOTAL REPORTS DES SOLDES DES CAS SUR EXERCICES ANTERIEURS	7 459		46 655		46 655
	TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	1 922 316	1 564 992	1 707 272	109%	142 279
	PRIELEVEMENTS		-63185	-62 317	99%	868
	TOTAL RECETTES (HORS PRELEVEMENTS)	1 922 316	1 501 807	1 644 955	110%	143 147

Source : DGBFIP 2020

A. Les opérations du budget général

1. L'exécution des recettes du budget général

Pour l'exercice budgétaire 2020, les recettes budgétaires perçues se sont établies à 1.468,4 milliards FCFA contre 1.388,8 milliards FCFA prévues, soit un taux de recouvrement de 106,1%.

Cette performance, principalement due aux recettes fiscales et aux autres recettes, se déclinent comme suit :

- les **recettes fiscales**, recouvrées à 1.075,9 milliards FCFA sur un montant de 1.158,6 milliards FCFA prévus, soit un taux de réalisation de 93%. Elles intègrent :
- les **autres recettes**, recouvrées à 444,2 milliards FCFA sur un montant de 339,9 milliards FCFA prévus, soit un taux de réalisation de 131%.

Tableau 13 : Exécution des recettes du budget général (en millions FCFA)

Nature de la recette	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		Ecart Exécution / LFR 2020
			Valeur	%	
TITRE 1 : RECETTES FISCALES	1 220 017	1 158 565	1 075 957	93%	-82 608
TITRE 2 : DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	0	25 071	5 246	21%	-19 824
TITRE 3 : COTISATIONS SOCIALES	45 561	41 372	-56 976	-138%	-98 348
TITRE 4 : AUTRES RECETTES	656 736	339 984	444 215	131%	104 231
TOTAL RECETTES PROPRES	1 922 314	1 564 992	1 468 442	94%	-96 549

Source : DGBFIP 2020.

Les recettes budgétaires se décomposent en recettes fiscales et en recettes non fiscales.

a. Les recettes fiscales

Les recettes fiscales ont été globalement recouvrées à hauteur de **1.075,9 milliards FCFA**. Comparativement au résultat de 2019, on note une baisse de **144,1 milliards FCFA** sur le niveau de recouvrement. Le régressement global des recettes fiscales est dû en partie à l'apparition de la crise sanitaire mondiale qui n'a pas favorisé une meilleure collecte des taxes. Cette mauvaise performance correspond au faible rendement enregistré sur l'impôt sur les sociétés malgré le taux de recouvrement de 91%, sur les taxes sur les biens et services (82%), malgré les bonnes performances sur l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (153%) et celui des droits et taxes de douanes (115%).

La diminution du niveau de recouvrement de **l'impôt sur les sociétés**, qui affiche un montant de 382,1 milliards FCFA en 2020 contre 519,8 milliards FCFA en 2019, s'explique par un décroissement des recettes minières. En effet, sur une prévision de **25,085 milliards FCFA**, le recouvrement de l'impôt sur les sociétés minières s'est établi à **10,962 milliards FCFA** contre une réalisation de **112,798 milliards** en 2019. Toutefois, avec un taux de recouvrement de 118%, les recettes pétrolières ont permis de minimiser cette baisse en passant de **196,311 milliards FCFA** en 2019 à **224,666 milliards FCFA** en 2020.

Estimés à **123,5 milliards FCFA** dans la LFR 2020, les recettes issues de l'impôt sur le revenu des personnes ont été recouvrées à hauteur de **104,866 milliards FCFA** Sur la période 2019-2020, soit un taux de réalisation de **85%**. Ces recettes ont baissé par rapport à l'exercice 2019 où elles étaient évaluées à **131,329 milliards FCFA**.

L'exécution des recettes en lien avec les droits et taxes sur la propriété s'est largement améliorée entre 2019 et 2020. Elle passe de **9,061 milliards FCFA** en 2019 à **12,469 milliards FCFA** en 2020, soit un taux d'exécution de 66% par rapport au niveau prévu dans la LFR 2020.

Les **taxes sur les biens et services** ont été recouvrées à hauteur de **229,010 milliards FCFA**. Elles enregistrent une moins-value de **-51,904 milliards FCFA** par rapport à la prévision de **237,5 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 96%.

Evalués à hauteur de **249,3 milliards FCFA**, les droits et taxes de douane ont connu un niveau d'exécution de **302,513 milliards FCFA**, soit **121%**. Ceci s'expliquerait par l'augmentation significative de la Redevance informatique (**106%**), Droit de douane import (**133%**), Taxe sur la Valeur Ajoutée (**116%**) et Droit d'accises (**164%**).

Tableau 14 : Exécution des recettes fiscales (en millions FCFA)

Nature de la recette	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		Ecart Exécution / LF 2020
			Valeur	%	
TITRE 1: RECETTES FISCALES	1 220 017	1 090 919	1 075 957	99%	-14 962
Impôts sur les sociétés	519 817	420 520	382 147	91%	-38 373
Sociétés pétrolières	196 311	190 000	224 666	118%	34 666
Sociétés minières	112 798	25 085	10 962	44%	-14 123
Retenues à la source	28 158	23 985	29 942	125%	5 957
Autres sociétés	182 550	181 450	116 577	64%	-64 873
Impôts sur les personnes	131 329	123 543	104 866	85%	-18 677
Impôts sur le revenu des personnes physiques	95 013	43 710	19 304	44%	-24 406
Acomptes versés par les salariés	5	56 280	62 358	111%	6 079
Taxe complémentaire sur les salaires	36 093	23 518	23 134	98%	-383
Impôts forfaitaires sur le revenu	0	36	67	182%	30
Autres impôts sur les personnes	218	0	4		4

Nature de la recette	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		Ecart Exécution / LF 2020
			Valeur	%	
Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers	23 808	23 173	35 523	153%	12 350
Taxe de formation professionnelle	2 865	0	0	#DIV/0!	
Droits et taxes sur la propriété	9 061	18 898	12 469	66%	-6 428
Droits de mutations	4 619	15 284	9 553	63%	-5 731
Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	4 442	3 614	2 916	81%	-698
Taxes sur les biens et services	256 834	237 493	229 010	96%	-8 483
Redevance d'Usure de la Route	7 352	0	0	#DIV/0!	0
Taxe sur les carburants	2 734	391	371	95%	-20
Taxe sur la valeur ajoutée	188 506	212 780	206 835	97%	-5 945
Droits d'accises	15 438	13 604	14 855	109%	1 251
Taxe sur les jeux de hasard	2 862	1 075	209	19%	-866
Taxe sur les Transferts	2 017	2 411	1 777	74%	-634
Taxes divers (contrats d'assurances, autres)	10 722	4 260	0	0%	-4 260
Redevance audiovisuelle	1 994	0	0	#DIV/0!	0
Taxe sur les véhicules de luxe	0	891	30	3%	-861
Taxe immatriculation personnalisée	0	289	0	0%	-289
Contribution spéciale de l'eau	91	0	0	#DIV/0!	0
Contribution spéciale de l'électricité	5 072	0	0	#DIV/0!	0
Ristournes licence de transports	0	122	809	661%	687
Ristournes Cartes grises	54	87	0	0%	-87
Ristournes Permis de conduire	0	67	0	0%	-67
Ristournes DG Forêts	857	624	4 124	660%	3 500
Amendes DG Forêts	0	42	0	0%	-42
Ristournes DG Pêches et de l'aquaculture	0	562	0	0%	-562
Ristournes DG Environnement et de la Protection de la nature	66	15	0	0%	-15
Ristournes DG Marine Marchande	354	271	0	0%	-271
Ristournes AGASA	63	0	0	#DIV/0!	0
Taxe sur les retraits		2	0		-2
Taxe de fermage		1	0		-1
Taxe de transferts forestiers		1	0		-1
Droits et taxes de douanes	276 305	249 286	302 513	121%	53 227
Droits et taxes à l'importation	263 569	217 658	273 388	126%	55 730
Redevance informatique	1 028	12 233	12 913	106%	680
Contentieux (Amendes)	909	816	3 441	421%	2 624
Travail Extra Legal	0	17	12	73%	-4
Droit de douane import	136 054	103 301	136 940	133%	33 639
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	99 074	92 527	107 255	116%	14 728
Droit d'accises	6 778	7 821	12 803	164%	4 983
Surtaxe temporaire	0	23	22	98%	0
Précompte IRPP	0	101	0	0%	-100
Intérêt de crédit	0	786	0	0%	-786
Magasinage	10	33	1	4%	-32
Contrôle spécifique (instruments de mesure)	0	0	0		0
Droits et taxes à l'exportation	12 736	31 627	29 125	92%	-2 503
Droit de sortie	12 736	18 850	25 672	136%	6 822
Taxe d'abattage	0	12 594	3 342	27%	-9 252
Timbre Douanier	0	8	2	23%	-6
Taxe sur les produits minéraux	0	176	109	62%	-67
Autres recettes fiscales	0	18 007	9 429	52%	-8 578
Pénalités sur le revenu et les bénéfices	0	11 205	2 388	21%	-8 816
Produit des droits, amendes et pénalités sur activités minières		1	0	0%	-1
Autres taxes	0	6 801	7 041	104%	239
TOTAL RECETTES FISCALES	1 220 017	1 090 919	1 075 957	99%	-14 962

Source : DGBFIP, DGCPT 2020.

b. Les recettes non fiscales

Les recettes non fiscales sont composées des dons, des cotisations sociales et des autres recettes. Elles s'élèvent en 2020 à **392,485 milliards FCFA** pour un taux de réalisation de **97%**.

Évaluées à **25,071 milliards FCFA** dans la loi de finances rectificative 2020, les dons ont été recouvrées à hauteur de **5,246 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **21%**. Cette exécution relève exclusivement des dons intérieurs reçus autres que ceux provenant d'autres budgets publics-fonds de concours prévu à **4,101 milliards FCFA** soit, **128%**.

Exécutées à **-138%** les cotisations sociales sont en nette regression comparativement à 2019.

Quant aux autres recettes prévues à **339,984 milliards FCFA**, elles ont un taux d'exécution de **131%** soit un niveau élevé de **444,215 milliards FCFA**. ce rendement s'explique principalement par :

- les revenus du domaine pétrolier, exécutés à hauteur de **349,126 milliards FCFA** pour une prévision de **273,462 milliards FCFA**, soit **128%**. Ces recettes comprennent principalement les redevances pétrolières (**180,596 milliards FCFA**), les contrats de partage de production (**130,392 milliards FCFA**) ;
- les recettes diverses non fiscales sont arrêtés à **43,668 milliards FCFA** contre une prévision de **34,341 milliards FCFA**, soit **127%**.
- les revenus des participations, exécutés à hauteur de **29,613 milliards FCFA**, soit **23,549 milliards FCFA** au-dessus de la prévision, portés par les revenus de participations dans les sociétés pétrolières ;

Tableau 15 : Exécution des recettes non fiscales (en millions FCFA)

Nature de la recette	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		Ecart Exécution / LFR 2020
			Valeur	%	
TITRE 2 : DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	0	25 071	5 246	21%	-19 824
Dons, legs et fonds de concours		25 071	5 246	21%	-19 824
Dons des institutions internationales-projets		20 969	0	0%	-20 969
Dons intérieurs reçus autres que ceux provenant d'autres budgets publics-fonds de concours		4 101	5 246	128%	1 145
TITRE 3 : COTISATIONS SOCIALES	45 561	41 372	-56 976	-138%	-98 348
Prélèvement sociaux	-53 877		-56 976		-56 976
TITRE 4 : AUTRES RECETTES	656 736	339 984	444 215	131%	104 231
Revenus des participations	17 551	6 064	29 613	488%	23 549
Participations dans les sociétés pétrolières	0	0	27 999		27 999
Participations dans les sociétés minières	0	1 000	0	0%	-1 000
Participations dans les autres sociétés	17 551	5 064	1 614	32%	-3 450
Revenus du domaine foncier	1 015	1 042	11	1%	-1 031
Revenus du domaine pétrolier	543 148	273 462	349 126	128%	75 664
Redevance pétrolière	296 855	146 253	180 596	123%	34 343
Contrat de partage	124 830	102 100	130 392	128%	28 292
<i>dont transferts à SOGARA</i>	0	12 200	0	0%	-12 200
Redevance superficière	2 467	3 110	0	0%	-3 110
Boni sur attribution de permis	118 995	22 000	38 139	173%	16 139
Revenus du domaine minier	59 608	5 517	17 612	319%	12 094
Revenus du domaine forestier	8 680	4 557	4 052	89%	-505
Recettes diverses non fiscales	26 734	34 341	43 668	127%	9 327
Recettes de régies (R7 affectées)	12 414	22 828	5 436	24%	-17 392
. Patentes	305	3 201	814	25%	-2 387
. Licences	13	1 962	23	1%	-1 938
. Foncier bâti	867	6 241	3 838	61%	-2 403
. Foncier non bâti	45	1 029	199	19%	-830

Nature de la recette	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		Ecart Exécution / LFR 2020
			Valeur	%	
. Impôt Synthétique Libérateur	420	530	561	106%	31
Redevance Examen et concours	916	1 030	449	44%	-581
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	0	250	172	69%	-78
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	0	64	0	0%	-64
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	254	378	0	0%	-378
Revenus du patrimoine immobilier		247	6	3%	-241
Redevance pour cartes de commerce yc pénalités		300		0%	-300
Redevance pour agrément technique des rebuts yc pénalités		360		0%	-360
Redevance pour agrément technique industriels yc pénalités		100		0%	-100
Autres recettes	13 149	8 684	37 604	433%	28 920
Ventes de biens et services	0	15 000	133	1%	-14 867
TOTAL RECETTES NON FISCALES	702 297	406 427	392 485	96,5%	-13 942

Source : DGBFIP, DGCPT 2020.

2. L'exécution des dépenses du budget général

Les dépenses du budget général ont été exécutées pour **1 799,340 milliards FCFA** contre une prévision de **1 787,463 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **101%** correspondant à un écart de 11,9 milliards FCFA.

Tableau 16 : Exécution des dépenses du budget général (en millions FCFA)

Titres et catégories	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		ECART Exécution/ LF 2020
			Valeur	%	
Titre 1. Charges financières de la dette	215 897	276 483	316 038	114%	39 555
Titre 2. Dépenses de personnel	685 839	683 000	659 367	97%	-23 633
Titre 3. Dépenses de biens et services	280 950	261 400	358 222	137%	96 822
Titre 4. Dépenses de transferts	182 624	162 410	146 787	90%	-15 623
Titre 5. Dépenses d'investissement	257 778	380 000	296 778	78%	-83 222
Titre 6. Autres dépenses	19 234	24 170	22 148	92%	-2 022
TOTAL	1 642 322	1 787 463	1 799 340	101%	11 877

Source : DGBFIP, DGCPT 2020

a. Les charges financières de la dette publique

Les règlements effectués au titre des charges financières de la dette au cours de l'exercice budgétaire 2020 se chiffrent à **316,038 milliards FCFA**, contre une prévision de **276,483 milliards FCFA**, soit un taux de 114%. Ces règlements comprennent les intérêts sur emprunt extérieurs et les intérêts sur dette intérieure.

Les charges financières sur la dette extérieure ont été payées à hauteur à **171,635 milliards FCFA** contre **186,282 milliards FCFA** prévus, soit un taux d'exécution de **92%**. Elles ne comprennent que les intérêts sur emprunts extérieurs-courants.

Les charges financières sur la dette intérieure ont été exécutées à **144,403 milliards FCFA** contre **90,201 milliards FCFA** prévus, soit un taux d'exécution de **160%**. Ces charges sont constituées des intérêts intérieurs-DGD (**111,249 milliards FCFA**) et des intérêts sur Trésor-dette (**33,154 milliards FCFA**). Les dépassements s'expliqueraient par des charges supplémentaires payées aux marchés financiers et aux banques.

Tableau 17 : Exécution des charges financières de la dette (en million FCFA)

Titres et catégories	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		Ecart Exécution/ LF 2020
			Valeur	%	
Titre 1. Charges financières de la dette	215 897	276 483	316 038	114%	39 555
Extérieure	142 555	186 282	171 635	92%	-14 647
Intérêts sur emprunts extérieurs-courants	133 801	186 282	171 635	92%	-14 647
<i>Bilatéraux</i>	34 474	24 362	18 798	77%	-5 564
<i>Multilatéraux</i>	12 344	29 340	28 752	98%	-588
<i>Banques</i>	2 164	14 729	8 511	58%	-6 218
<i>Marchés Financiers</i>	84 820	117 852	115 574	98%	-2 278
Intérêts-commissions et frais	8 754	0	0	0	0
<i>Pertes sur change</i>	1 715	0	0	0	0
<i>Commission et frais-extérieur DGD</i>	7 039	0	0	0	0
Intérieure	73 342	90 201	144 403	160%	54 202
Intérieurs-DGD	55 286	73 734	111 249	151%	37 515
<i>Intérêts sur emprunts intérieurs-courants</i>	55 286	73 734	111 249	151%	37 515
<i>Banques intérieures</i>	33 047	31 352	40 202	128%	8 850
<i>Moratoires</i>	138	11 794	3 183	27%	-8 611
<i>Marchés Financiers</i>	22 066	30 589	67 865	222%	37 276
<i>OTA</i>	35	0	0	0	0
Trésor-dette	18 056	16 466	33 154	201%	16 688
<i>Facilités de caisse</i>	2 199	4 363	2 653	61%	39 555
<i>Bons du Trésor Assimilables</i>	10 368	10 620	11 408	107%	-14 647
<i>Autres frais bancaires</i>	5 065	1 483	19 092	1287%	-14 647
Titre 1. Charges financières de la dette	215 897	276 483	316 038	114%	39 555

Sources : DGBFIP, DGCP 2020.

b. Fonctionnement

Les ordonnancements au titre des dépenses de fonctionnement se chiffrent à **1.164,376 milliards FCFA** contre une prévision de **1.106,810 milliards FCFA** correspondant à un taux d'exécution de **105 %**. Par titre, cette exécution se répartit ainsi qu'il suit ;

o Les dépenses de personnel

Tableau 18 : Exécution des dépenses de personnel (en millions FCFA)

Titres et catégories	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		Ecart Exécution/ LF 2020
			Valeur	%	
Titre 2. Dépenses de personnel	685 839	683 000	659 367	97%	-23 633
Rémunération du personnel	685 839	683 000	659 367	97%	-23 633
<i>Solde permanente</i>	609 664	622 444	611 660	98%	-10 783
<i>Rémunération autres catégories de salariés</i>	63 025	38 000	35 404	93%	-2 596
<i>Primes et indemnités des fonctionnaires</i>	13 151	18 000	12 302	68%	-5 698
<i>Rappels de solde</i>		4 556		0%	-4 556

Évaluées à **683,0 milliards FCFA** dans la loi de finances rectificative 2020, les charges de personnel ont été exécutées à **659,4 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 97%.

Les différents postes des dépenses de personnel ont été exécutés ainsi qu'il suit :

- la solde permanente. Évaluée à **622,4 milliards FCFA**, La solde permanente a été exécutée à **611,7 milliards FCFA**, soit 98%. Comparativement à 2019, l'exécution de ce poste enregistre une hausse de 1,99 milliard FCFA. Cette situation s'explique notamment par la poursuite de la mise en œuvre des mesures visant la maîtrise de la masse salariale ;
- les rémunérations des autres catégories de salariés ont été exécutées à **35,4 milliards FCFA** contre **38,0 milliards FCFA** prévus, soit une diminution de **2,6 milliards FCFA**.

➤ les primes et indemnités des fonctionnaires ont été exécutées à **12,3 milliards FCFA** contre **18 milliards FCFA** prévus, soit 68%. Ce montant est en baisse de **0,849 milliard FCFA** par rapport à 2019.

○ **Les dépenses de biens et services**

Tableau 12 : Exécution des dépenses de biens et services (en millions FCFA)

Titres et catégories	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		Ecart Exécution/ LF 2020
			Valeur	%	
Titre 3. Dépenses de biens et services	280 950	261 400	358 222	137%	96 822
<i>dont Remboursement TVA</i>	42 205	54 239	30 480	56%	-23 759
<i>Autres biens et services</i>	233 174	204 549	326 532	160%	121 983
<i>Attributions de Produits</i>	2 371	2 612	1 210	46%	-1 402
Cartes grises (DGTT)	54	35		0%	-35
Permis de conduire (DGTT)		27		0%	-27
Redevance Examen et concours	916	1 030		0%	-1 030
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	0	250		0%	-250
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers		64		0%	-64
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	254	378		0%	-378
ADP Entr. Patrimoine de l'Etat		247		0%	-247
ADP Industrie		70		0%	-70
ADP Commerce		462		0%	-462

Sources : DGBFIP, DGCP 2020.

Arrêtées à **261,400 milliards FCFA** dans la loi de finances rectificative 2022, les dépenses de biens et services ont été exécutées à **358,222 milliards FCFA**, soit 137% correspondant à un dépassement de 96,822 milliards FCFA. Ces dépenses se déclinent essentiellement en remboursements TVA, les autres biens et services, et les attributions de produits.

Le montant ordonnancé au titre des biens et services intègre principalement l'exécution des autres biens et services (**326,532 milliards FCFA** contre **204,549 milliards FCFA** prévus).

Cependant, bien que l'on relève pour ce qui est du poste «attributions de produits», que plusieurs attributions n'ont pas connu d'exécution, l'exécution constatée (46%) est consécutive à l'exécution en dépassement des licences de transports (**1,210 milliard FCFA** contre **49 millions FCFA** prévus).

○ **Les dépenses de transferts**

Tableau 20 : Exécution des dépenses de transferts (en millions FCFA)

Titres et catégories	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		ECART Exécution/ LF 2020
			Valeur	%	
Titre 4. Dépenses de transferts	182 624	162 410	146 787	90%	-15 623
<i>dont :</i>					0
<i>Soutien des prix des produits pétroliers</i>		12 200		0%	-12 200
<i>ADP Lutte anti-tabac</i>		171		0%	-171

Sources : DGBFIP, DGCP 2020.

Les dépenses de transferts ont été exécutées à hauteur de **146,787 milliards FCFA** sur une prévision de **162,410 milliards FCFA** dans la loi de finances rectificative 2020, soit un taux d'exécution de 90%.

c. Les dépenses d'investissement

Tableau 21 : Exécution des dépenses d'investissement (en millions FCFA)

Titres et catégories	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		ECART Exécution/ LF 2020
			Valeur	%	
Titre 5. Dépenses d'investissement	257 778	380 000	296 778	78%	-83 222
<i>dont</i>					
<i>Financement sur ressources propres</i>	151 905	113 758	207 806	183%	94 048
<i>Partenariats Public-Privé</i>		30 000		0%	-30 000
<i>Financements extérieurs</i>	105 873	236 242	88 972	38%	-147 271

Sources : DGBFIP, DGCPT 2020.

Sur une prévision de **380 milliards FCFA**, les dépenses d'investissement ont été ordonnancées à hauteur de **296,8 milliards FCFA**, soit 78%. Ce niveau intègre essentiellement l'exécution des financements sur ressources propres, ordonnancés à **207,8 milliards FCFA** et celles des financements extérieurs pour **88,9 milliards FCFA**.

Concernant les ressources propres, les dépenses les plus significatives comprennent :

- les fonds de contreparties: **50,8 milliards FCFA** ;
- le projet de réhabilitation de la Transgabonaise : **31,6 milliards FCFA** ;
- la réhabilitation des écoles primaires et secondaires : **6 milliards FCFA** ;
- la réhabilitation des bâtiments administratifs : **7,5 milliards FCFA**.

Par ailleurs, les prêts projets s'élèvent à **88,9 milliards FCFA**. Les tirages y relatifs ont été effectués auprès des créanciers suivants :

- **16,6 milliards FCFA** sur **l'Agence Française de Développement (AFD)** pour les projets « Réhabilitation du Transgabonais », « Construction de salles de classe » et « Renforcement des structures sanitaires » ;
- **2,4 milliards FCFA** sur la **Banque Africaine de Développement (BAD)** pour les projets « Appui au Programme GRAINE », « Appui à la Diversification de l'Economie Gabonaise » et « Programme d'Alimentation en Eau » ;
- **30,4 milliards FCFA** sur la **Banque Mondiale** pour les projets « Dorsale de Télécommunication », « Projet E-GABON », « Développement de la statistique au Gabon », « Projet Appuis Employabilité », « Programme de développement des infrastructures », « Développement des services de base en milieu rural » et « Appui sanitaire au Covid-19 » ;
- **15,2 milliards FCFA** sur **Export-Import Bank of China (Exim-Bank China)** pour le projet « Construction 3 Centres de Formation » ;
- **10,8 milliards FCFA** sur **Banco Santander** pour le projet « Conception Réalisation Travaux Routiers » ;
- **12,2 milliards FCFA** sur **Banque Islamique de Développement** pour le projet « Assainissement de la ville de Libreville » ;
- **1,1 milliard FCFA** sur **China Construction Bank Corporation** pour le projet « Construction Palais des Sports ».

d. Les autres dépenses

Tableau 22 : Exécution des autres dépenses (en millions FCFA)

Titres et catégories	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		ECART Exécution/ LFR 2020
			Valeur	%	
Titre 6. Autres dépenses	19 234	24 170	22 148	92%	-2 022
Intérieurs-AJE	19 234	4 000	18 756	469%	14 756
<i>Protocoles transactionnels</i>	<i>19 234</i>	<i>1 000</i>	<i>6 611</i>	<i>661%</i>	<i>5 611</i>
<i>Condamnations pécuniaires</i>		<i>2 000</i>	<i>313</i>	<i>16%</i>	<i>-1 687</i>
<i>Séquestres</i>		<i>500</i>	<i>0</i>	<i>0%</i>	<i>-500</i>
<i>Autres</i>		<i>500</i>	<i>11 832</i>	<i>2366%</i>	<i>11 332</i>
Restructuration des entreprises	0	9 123	3 392	37%	-5 731
<i>Coûts sociaux des restructurations</i>		<i>9 123</i>	<i>3 392</i>	<i>37%</i>	<i>-5 731</i>
Divers	0	11 047	0	0%	-11 047
<i>Autres contentieux</i>		<i>11 047</i>	<i>0</i>	<i>0%</i>	<i>-11 047</i>

Sources : DGBFIP, DGCPT 2020.

Evaluées à **24,2 milliards FCFA**, les autres dépenses ont été ordonnancées à concurrence de **22,1 milliards FCFA**, soit 92%. Par rapport à l'année 2019, l'exécution de ce titre augmente de **2,9 milliards FCFA**. Cette dépense prend essentiellement en compte les protocoles transactionnels liés au contentieux de l'Etat.

3. L'exécution des recettes des collectivités locales, des organismes internationaux et des établissements publics

a. Collectivites locales

Pour 2020, l'exécution des ressources opérée au profit des collectivités locales est évaluée à **vingt-un milliards deux cent soixante-huit millions six cent cinquante-huit mille quatre cent quarante un (21.268.658.441) FCFA** et se répartissent comme suit :

Tableau 23 : Exécution des ressources des Collectivités Locales_(en millions FCFA)

Nature de la recette	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution		ECART Exécution/ LFR 2020
			Valeurs	%	
Impôts sur le revenu des personnes physiques	71	3 801	1 679	44%	-2 122
Acomptes versés par les salariés	0	4 894	5 422	111%	528
Taxe sur les carburants	2 187	1 565	1 484	95%	-81
Patentes	244	2 241	1 900	85%	-341
Licences	9	1 373	54	4%	-1 319
Foncier bâti	607	4 369	8 955	205%	4 586
Foncier non bâti	31	720	464	65%	-256
ISL	294	371	1 310	353%	939
ROPPRON	0	50	-	0%	-50
TOTAL RECETTES	3 443	19 384	21 269	110%	1 885

Sources : DGBFIP 2020.

b. Organismes internationaux

L'exécution des ressources opérée au profit des organismes internationaux est évaluée à **quatre milliards huit cent quarante-neuf millions quatre cent quarante-deux mille six cent vingt-sept (4.849.442.627) FCFA**, et se répartissent comme suit :

Tableau 24 : Exécution des prélèvements au profit des organismes internationaux (en millions FCFA)

Titres et catégories	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution		ECART Exécution/ LFR 2020
			Valeurs	%	
Taxe communautaire d'Intégration	2 453	4 241	872	21	-3 369
Contribution Communautaire d'Intégration	2 452	1 051	2 581	246	1 530
Prélèvement OHADA	315	266	397	149	131
Contribution à l'Union Africaine	465	1 011	999	99	-12
TOTAL Contributions Communautaires	5 685	6 569	4 849	74%	-1 720

Sources : DGBFIP 2020.

c. Etablissements publics

Pour 2020, l'exécution des recettes concédées par l'Etat aux établissements publics est arrêtée à **trente-six milliards cent quatre-vingt-dix-neuf millions neuf mille trois cent quatre-vingt-huit (36.199.009.388) FCFA**, et sont détaillées ainsi qu'il suit :

Tableau 25 : Exécution des recettes concédées aux établissements publics (en millions FCFA)

Nature de la recette	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution		Ecart Exécution/ LFR 2020
			Valeurs	%	
Taxe sur les jeux de hasard (ANPN)	33	179	35	19,5	-144
Contribution spéciale de solidarité/GEF (CNAMGS)	12 473	23 808	24 624	103,4	816
Cotisations CNAMGS (Agents Publics)	00	12 995	11 541	88,8	-1 454
Participations minières (SEM)	00	250		00	-250
TOTAL RECETTES	12 476	37 232	36 199	5,7	-37 232

Sources : DGBFIP 2020.

B. Les opérations des comptes d'affectation spéciale (CAS)

L'exécution des opérations des comptes d'affectation spéciale pour l'exercice 2020 s'est soldée par un excédent de **10,396 milliards FCFA**. Ce solde découle d'une exécution en recettes de **129,857 milliards FCFA** et de **119,130 milliards FCFA** en dépenses et d'un report de **46,655 milliards FCFA** provenant de l'exécution des CAS en 2019.

Le détail de ces CAS se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 26 : Détails sur l'exécution des recettes des comptes d'affectation spéciale (en millions FCFA)

RECETTES ENCAISSEES					DEPENSES ORDONNANCEES				
Nature de la recette	Exécution 2019		2020		Titres et catégories	Exécution 2019	2020		Soldes cumulés
	Recette	Reports	LFR	Exécution			LFR	Exécution	
Pensions	64 998	0	59 767	67 124	Pensions	64 998	59 767	67 124	0
Titre 3. Cotisations sociales	64 998		59 767	67 124	Titre 4. Dépenses de transfert	64 998	59 767	67 124	
Cotisations salariales (y.c agents publics détachés)	28 585		28 376	28 047	Pensions civiles et militaires	57 349		59 945	
Part patronale	36 412		31 391	39 077	Pensions spéciales	7 649		7 179	0
Prestation familiales et sociales	17 464	0	16 500	17 899	Prestation familiales et sociales	17 464	16 500	17 899	
Titre 3. Cotisations sociales	17 464		16 500	17 899	Allocations familiales	17 464	16 500	17 899	
Promotion du sport	4 964	9 169	4 045	3 935	Promotion du sport	5 249	4 045	11 587	1 517
Report à nouveau sur exercices antérieurs corrigé		9 169							
Titre 1. Recettes fiscales	1 138		4 045	3 935	Titre 2. Dépenses de personnel	174			
Taxes sur les jeux de hasard	42		537	105	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 675	2 023	10 322	
Droit d'accise	1 095		3 508	3 830	Titre 4. Dépenses de transfert	356			
Titre 2. Dons, legs, et fonds de concours	2 289				Titre 5. Dépenses d'investissement	1 074	2 023	1 265	
Titre 4. Autres recettes	1 537				Titre 6. Autres dépenses	968			
Promotion audiovisuelle et cinématographique	1 964	18	1 201	3 087	Promotion audiovisuelle et cinématographique	1 900	1 201	2 808	
Report à nouveau sur exercices antérieurs corrigé		18							
Titre 1. Recettes fiscales	1 784		1 201	3 087	Titre 2. Dépenses de personnel	165			
Redevance audiovisuelle	1 784		1 201	3 087	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 112	400	2 808	
Titre 4. Autres recettes	179				Titre 4. Dépenses de transfert	29			
					Titre 5. Dépenses d'investissement	177	801		
					Titre 6. Autres dépenses	418			
Formation pour l'emploi	0	2 019	1 669	919	Formation pour l'emploi	0	1 669	1 008	297
Report à nouveau sur exercices antérieurs corrigé		2 019							
Titre 1. Recettes fiscales	0		1 669	919	Titre 2. Dépenses de personnel	0		0	
Taxe de formation professionnelle	0		1 669	919	Titre 3. Dépenses de biens et services	0	556	967	
					Titre 5. Dépenses d'investissement	0	1 113	41	
Service universel des communications électroniques	0	22 571	2 394	4 206	Service universel des communications électroniques	0	2 394	0	26 777
Report à nouveau sur exercices antérieurs corrigé		22 571							
Titre 1. Recettes fiscales	0	0	2 394	4 206	Titre 5. Dépenses d'investissement		2 394	0	
Redevance Universelle	0	0	2 394	4 206					
Entretien routier	7 352	2 123	9 727	19 529	Entretien routier	5 229	9 727	11 112	10 540
Report à nouveau sur exercices antérieurs		2 123							
Titre 1. Recettes fiscales	7 351		9 677	19 529	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 944	1 018	4 554	
Redevance d'Usure de la Route	7 351		9 677	19 529	Titre 5. Dépenses d'investissement		8 709	6 558	
Titre 4. Autres recettes	1		50	0	Titre 6. Autres dépenses	286			
Financement de l'habitat	5 696	29	3 065	3 636	Financement de l'habitat	5 667	3 065	1 961	1 705
Report à nouveau sur exercices antérieurs		29							
Titre 4. Autres recettes	5 696		3 065	3 636	Titre 3. Dépenses de biens et services		613	767	
Fonds National de l'habitat	5 696		3 065	3 636	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 667	2 452	1 194	
Service public de l'eau et de l'électricité	5 657	7 844	3 886	3 886	Service public de l'eau et de l'électricité	7 844	3 718	5 824	5 824
Report à nouveau sur exercices antérieurs		5 657							
Titre 1. Recettes fiscales			7 844	3 886	Titre 3. Dépenses de biens et services		2 353	3 607	
Redevance de l'eau			1 021	601	Titre 5. Dépenses d'investissement		5 491	111	
Redevance de l'électricité			6 823	3 284					
Salubrité publique	5 070	6 800	5 635	5 635	Salubrité publique	6 800	2 245	8 461	8 461
Report à nouveau sur exercices antérieurs corrigé		5 070							
Titre 4. Autres recettes			6 800	5 635	Titre 3. Dépenses de biens et services		480	14	
Redevance des ordures ménagères			6 800	5 635	Titre 5. Dépenses d'investissement		6 320	2 231	
Total des recettes pour les comptes spéciaux	102 438	46 655	113 013	129 857	Total des dépenses pour les comptes spéciaux	100 508	113 013	119 461	57 051

Sources : DGBFIP, DGCPT 2020.

Le compte d'affectation spéciale « **Pensions** » présente un niveau d'exécution des recettes équivalent aux dépenses, soit **67,124 milliards FCFA**. Le niveau de recouvrement en recettes du CAS « **Pensions** » provient des cotisations sociales (112,3%), composées de la part des cotisations salariales(y.c les agents publics détachés) de **28,047 milliards FCFA**, et de la part patronale de l'Etat pour un montant de **39,077 milliards FCFA**. Concernant les dépenses, elles sont principalement orientées en transferts. Exécutées à hauteur de **67,124 milliards FCFA** sur une inscription de **59,767 milliards FCFA** (112,3%).

Le CAS « **Prestations familiales et sociales** » a enregistré une exécution en recettes sur les cotisations sociales de **17,899 milliards FCFA** sur une prévision de **16,500 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de (108,5%). Ces recettes ont permis de couvrir les dépenses relatives aux allocations familiales et sociales.

Le CAS « **Promotion du sport** » a enregistré **3,935 milliards FCFA** d'exécution en recettes contre **4,045 milliards FCFA** prévus, soit un taux de réalisation de (97,3%). Ces recettes sont issues du recouvrement de la taxe sur les jeux de hasard (**105 millions FCFA**) et les droits d'accises (**3,830 milliards FCFA**). Les dépenses adossées à ces recettes ont été exécutées à hauteur de **11,587**

milliards FCFA sur une prévision de **4,047 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 186,3% au-dessus de l'autorisation parlementaire. Ces dépenses se déclinent en biens et services (**10,322 milliards FCFA**) et en investissements (**1,265 milliard FCFA**). Ce CAS affiche un solde déficitaire de 7,876 milliards FCFA.

Avec un report de crédits de l'exercice 2019 de **94 millions FCFA**, et un solde excédentaire de 372 millions FCFA, le CAS « **Promotion audiovisuelle et cinématographique** » présente une exécution en recettes de **3,087 milliards FCFA** contre **1,201 milliard FCFA** inscrit (257,0%). Cependant, on enregistre en dépenses **2,908 milliards FCFA** contre **1,201 milliard FCFA** programmé (242,1%). Le niveau de recouvrement des recettes prenant en compte essentiellement la redevance audiovisuelle et cinématographique (**3,808 milliards FCFA**) a permis de couvrir exclusivement les dépenses liées aux biens et services (**2,808 milliards FCFA**).

En ce qui concerne le CAS « **Formation pour l'emploi** », on enregistre une exécution en recettes de **919 millions FCFA** contre une prévision **1,669 milliard FCFA**. Celle-ci découle du recouvrement de la taxe de formation professionnelle **919 millions FCFA**. Toutefois, on observe en dépenses un ordonnancement de **967 millions FCFA** en dépenses de biens et services.

En revanche, le CAS « **Service universel des communications électroniques** » n'a enregistré aucune donnée en dépenses malgré une exécution en recettes de **4,206 milliards FCFA**, sur une prévision de 2,394 milliards FCFA.

Le CAS « **Entretien routier** », a enregistré une exécution en recettes de **19,529 milliards FCFA** pour une prévision de **9,727 milliards FCFA**. Ces recettes sont issues essentiellement du recouvrement de la redevance d'usure de la route (RUR) **19,529 milliards FCFA**. Les dépenses adossées à ces recettes ont été exécutées à hauteur de **11,112 milliards FCFA** sur une prévision de **9,727 milliards FCFA**. Ces dépenses se présentent ainsi qu'il suit: dépenses de biens et services **4,554 milliards FCFA**, dépenses d'investissement **6,558 milliards FCFA**. Cependant, on note un solde excédentaire de **7,766 milliards FCFA**, associé au report de crédits de 2019 pour un montant de **2,123 milliards FCFA**

Le compte « **Financement de l'habitat** » présente un niveau de recettes de **3,636 milliards FCFA** contre une prévision de **3,065 milliards FCFA** (soit 18,62% au-dessus de l'autorisation parlementaire). Ce recouvrement est à mettre à l'actif du Fonds National de l'Habitat 3,636 milliards FCFA. En dépenses, ce CAS est exécuté à hauteur de **1,961 milliard FCFA** sur une prévision de **3,065 milliards FCFA**. Ces dépenses se déclinent de la façon suivante : dépenses de biens et services **767 millions FCFA**, dépenses d'investissement **1,194 milliards FCFA**. Il en découle un solde excédentaire de **1,705 milliard FCFA**.

Le CAS « **Service public de l'eau et de l'électricité** », a connu une exécution en recettes de **3,886 milliards FCFA** pour une prévision de **7,844 milliards FCFA**. Ces recettes sont issues du recouvrement de la redevance de l'eau pour 601 millions FCFA et de la redevance de l'électricité pour 3,284 milliards FCFA. Les dépenses adossées à ces recettes ont été exécutées à hauteur de **3,718 milliards FCFA** sur une prévision de **7,844 milliards FCFA**.

Enfin, le CAS « **Salubrité publique** » a enregistré une exécution en recettes de **5,635 milliards FCFA** pour une prévision de **6,800 milliards FCFA**. En dépenses, l'exécution s'élève à **2,245 milliards FCFA**, contre une prévision de **6,800 milliards FCFA**. Un solde excédentaire de **8,461 milliards FCFA**, associé au report de crédits de 2019 pour un montant de **5,070 milliards FCFA** sont au compte de ce CAS

II. L'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT

Prévues à **1 545,3 milliards FCFA** dans la loi de finances rectificative 2020, les ressources de trésorerie et de financement ont été mobilisées à **1 687,6 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 109%. Parallèlement, les charges de trésorerie et de financement ont été exécutées à **1 117,2 milliards FCFA** contre **1 146,7 milliards FCFA** programmés.

Il en ressort un résultat définitif arrêté à **570,4 milliards FCFA**. Le détail de ces opérations est indiqué dans le tableau ci-après.

Tableau 27 : Exécution des opérations de trésorerie et de financement (en millions FCFA)

	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		Ecart
			Valeur	%	
Ressources de trésorerie et de financement					
Tirages	409 012	594 213	327 909	55%	- 266 304
Tirages sur conventions en cours	105 873	195 811	88 972	45%	- 106 840
Tirages sur nouvelles conventions	0	19 462	0	0%	- 19 462
Tirages sur prêts programmes	303 139	378 940	238 937	63%	- 140 003
Partenariats Public-Privé	-	30 000	-	0%	- 30 000
Emissions de titres publics	283 131	836 320	1 004 643	120%	168 323
Emissions de titres publics sur le Marché international	120 085	595 176	595 176	100%	0
Emissions de titres publics sur le Marché intérieur	163 046	241 144	409 467	170%	168 323
OTA	148 187		384 761		384 761
BTA	14 859		24 706		24 706
Financement bancaire	143 430	0	79 519		79 519
Banques commerciales	143 430	0	79 519		79 519
Financement non bancaire	0	84 807	275 549	325%	190 742
Accumulation des instances		84 807	275 549	325%	190 742
Total	835 572	1 545 339	1 687 619	109%	142 280
Charges de trésorerie et de financement					
Amortissement (dette extérieure)	298 062	690 593	666 815	97%	- 23 778
Emprunts extérieurs-courants	298 062	690 593	666 815	97%	- 23 778
Bilatéraux	241 615	55 851	49 980	89%	- 5 872
Multilatéraux	40 107	114 952	86 539	75%	- 28 413
Banques	16 339	80 722	83 915	104%	3 193
marché international		439 068	446 382	102%	7 314
Amortissement des prêts du secteur bancaire	239 446	313 522	305 787	98%	- 7 735
Intérieur-DGD	239 446	313 522	305 787	98%	- 7 735
Emprunts intérieurs-courants	239 446	313 522	305 787	98%	- 7 735
Banques	75 343	52 422	96 259	184%	43 837
Moratoires	13 476	105 034	49 961	48%	- 55 073
Divers	9 691		3 500		
Marchés Financiers	80 601	156 067	156 067	100%	0
Obligations du Trésor Assimilables (OTA)	60 335				
Autres amortissements	242 205	130 120	64 204	49%	- 65 916
Bons du Trésor Assimilables (BTA)		87 581	0	0%	- 87 581
Instances Trésor de la période précédente	108 258	42 539	64 204	151%	21 666
Arriérés de TVA	133 947				
Avances du Trésor consenties par les banques commerciales	-	12 435	80 425	647%	67 991
Prêts et avances	-	-	80 425		80 425
Remboursement avances auprès des banques commerciales		12 435			- 12 435
Total	779 713	1 146 671	1 117 232	97%	- 29 439
Solde des opérations de financement et de trésorerie	55 859	398 669	570 387	143%	171 718

Sources : DGBFIP, DGCP 2020.

A. Les ressources de trésorerie et de financement

L'exécution des ressources de trésorerie et de financement est arrêtée à **1 687,6 milliards FCFA** sur une prévision annuelle de **1 545,3 milliards FCFA**. Cette performance résulte essentiellement de la réalisation des émissions de titres publics pour un montant de **1 004,6 milliards FCFA**, et des appuis budgétaires reçus du FMI et d'autres institutions financières internationales.

Tableau 28 : Exécution des ressources de trésorerie et de financement (en millions FCFA)

	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		Ecart
			Valeur	%	
Ressources de trésorerie et de financement					
Tirages	409 012	594 213	327 909	55%	- 266 304
Tirages sur conventions en cours	105 873	195 811	88 972	45%	- 106 840
Tirages sur nouvelles conventions	0	19 462	0	0%	- 19 462
Tirages sur prêts programmes	303 139	378 940	238 937	63%	- 140 003
Partenariats Public-Privé	-	30 000	-	0%	- 30 000
Emissions de titres publics	283 131	836 320	1 004 643	120%	168 323
Emissions de titres publics sur le Marché international	120 085	595 176	595 176	100%	0
Emissions de titres publics sur le Marché intérieur	163 046	241 144	409 467	170%	168 323
OTA	148 187		384 761		384 761
BTA	14 859		24 706		24 706
Financement bancaire	143 430	0	79 519		79 519
Banques commerciales	143 430	0	79 519		79 519
Financement non bancaire	0	84 807	275 549	325%	190 742
Accumulation des instances		84 807	275 549	325%	190 742
Total	835 572	1 545 339	1 687 619	109%	142 280

Sources : DGBFIP, DGCPT 2020.

B. Les charges de trésorerie et de financement

Les charges trésorerie et de financement ont été exécutées à hauteur de **1 117,2 milliards FCFA** contre une prévision de **1 146,7 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 97%.

Le détail de cette exécution est présenté dans le tableau suivant.

Tableau 29 : Exécution des charges de trésorerie et de financement (en millions FCFA)

	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		Ecart
			Valeur	%	
Charges de trésorerie et de financement					
Amortissement (dette extérieure)	298 062	690 593	666 815	97%	- 23 778
Emprunts extérieurs-courants	298 062	690 593	666 815	97%	- 23 778
Bilatéraux	241 615	55 851	49 980	89%	- 5 872
Multilatéraux	40 107	114 952	86 539	75%	- 28 413
Banques	16 339	80 722	83 915	104%	3 193
Marché international		439 068	446 382	102%	7 314
Amortissement des prêts du secteur bancaire	239 446	313 522	305 787	98%	- 7 735
Intérieur-DGD	239 446	313 522	305 787	98%	- 7 735
Emprunts intérieurs-courants	239 446	313 522	305 787	98%	- 7 735
Banques	75 343	52 422	96 259	184%	43 837
Moratoires	13 476	105 034	49 961	48%	- 55 073
Divers	9 691		3 500		
Marchés Financiers	80 601	156 067	156 067	100%	0
Obligations du Trésor Assimilables (OTA)	60 335				
Autres amortissements	242 205	130 120	64 204	49%	- 65 916
Bons du Trésor Assimilables (BTA)		87 581	0	0%	-87 581
Instances Trésor	108 258	42 539	64 204	151%	21 666
Arriérés de TVA	133 947				
Avances du Trésor consenties par les banques commerciales	-	12 435	80 425	647%	67 991
Prêts et avances	-		80 425		80 425
Remboursement avances auprès des banques commerciales		12 435			- 12 435
Total	779 713	1 146 671	1 117 232	97%	-29 439

Sources : DGBFIP, DGCPT 2020.

III. LES OPERATIONS DE LA COMPTABILITE GENERALE

A. Présentation du bilan

Le bilan décrit séparément les éléments d'actif et de passif constituant le patrimoine de l'Etat. Le bilan de l'exercice 2020 est établi par rapprochement des éléments d'actif et de passif de l'exercice. Pour l'exercice 2020, le niveau de l'actif est arrêté à **7 968,2 milliards FCFA** et du passif à **8 597,6 milliards FCFA**, soit une situation nette de **-629,4 milliards FCFA**.

1. Les éléments de l'actif

Les éléments de l'actif sont l'actif immobilisé, l'actif circulant, la trésorerie active et les comptes de régularisation actifs.

Au titre de l'exercice 2020, ils ont été arrêtés comme suit :

- actif immobilisé : 7.562,1 milliards FCFA ;
- actif circulant : 20,9 milliards FCFA ;
- trésorerie active : 330,6 milliards FCFA ;
- comptes de régularisation actifs : 54,7 milliards FCFA.

2. Les éléments du passif

Les éléments du passif sont les dettes financières, les dettes non financières, les provisions, la trésorerie passive et les comptes de régularisation passifs.

Au titre de l'exercice 2020, les éléments du passif ont été arrêtés comme suit :

- dettes financières : 6.241,7 milliards FCFA ;
- dettes non financières : 1.439,2 milliards FCFA ;
- trésorerie passive : 820 milliards FCFA ;
- comptes de régularisation passifs : 94,7 milliards FCFA.

Tableau 30 : le Bilan

Libellé		Exercice 2020	Exercice 2019*	Exercice 2018*
ACTIF		Exercice N (31/12/2020)	Exercice N-1 (31/12/2019)	Exercice N-1 (31/12/2018)
ACTIF IMMOBILISE (I)	Note	Brut	Brut	Brut
Immobilisations incorporelles	1	22 793 538 032	1 155 834 326 852	1 095 847 577 738
Immobilisations corporelles	2	6 945 574 396 859	7 975 559 271 002	7 782 831 420 582
Immobilisations financières	3	593 716 186 393	593 716 186 393	593 716 186 393
TOTAL ACTIF IMMOBILISE		7 562 084 121 284	9 725 109 784 247	9 472 395 184 713
ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)				
Stocks				
Créances fiscales et assimilées		11 312 349 988	31 439 480 212	72 614 498 628
Créances non fiscales		0	0	26 087 006 215
Autres créances	4	9 559 088 400	8 185 073 655	12 529 268 662
TOTAL ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)		20 871 438 388	39 624 553 867	111 230 773 505
Disponibilités bancaires et numéraires		330 571 758 923	352 489 107 149	432 943 135 850
Effets bancaires en cours d'encaissements et de décaissements	5	-26 178 180	21 117 028 005	-48 093 850 139
TOTAL TRESORERIE		330 545 580 743	373 606 135 154	384 849 285 711
COMPTES DE REGULARISATION		54 726 767 744	67 557 963 875	446 838 257 128
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION (IV)		54 726 767 744	67 557 963 875	446 838 257 128
TOTAL ACTIF (V=I+II+III+IV) PASSIF	Note	7 968 227 908 159	10 205 898 437 143	10 415 313 501 057
DETTES FINANCIERES (VI)		Brut	Brut	Net
Emprunts extérieurs		4 029 135 869 601	3 707 874 134 229	3 743 669 196 133
Emprunts intérieurs		2 212 533 042 877	1 391 416 389 724	1 516 075 591 075
Autres emprunts	7	-	410 628 173 902	354 878 651 271
TOTAL DETTES FINANCIERES		6 241 668 912 478	5 509 918 697 855	5 614 623 438 479
DETTES NON FINANCIERES (hors trésorerie) (VII)				
Dettes de fonctionnement		805 449 142 007	637 035 627 724	573 556 561 148
Dette d'intervention		0	36 629 236 601	36 873 550 730
Produits constatés d'avance				
Autres dettes non financières	8	633 745 468 616	731 937 341 462	1 362 095 650 688
TOTAL DETTES NON FINANCIERES		1 439 194 610 623	1 405 602 205 787	1 972 525 762 566
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (VIII)				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
TOTAL PROVISIONS				
TRESORERIE (IX)				
TOTAL TRESORERIE		822 015 239 475	754 568 294 177	234 980 850 402
COMPTES DE REGULARISATION		94 746 147 585	38 029 486 584	59 674 247 870
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION (X)		94 746 147 585	38 029 486 584	59 674 247 870
Total PASSIF		8 597 624 910 161	7 708 118 684 403	7 881 804 299 317
SITUATION NETTE (XII=V-XI)		-629 397 002 002	2 497 779 752 740	2 533 509 201 740

Source : DGCPT, CGE 2020.

La situation nette de l'exercice 2020 est négative de **six cent vingt-neuf milliards trois cent quatre-vingt-dix-sept millions deux mille deux Francs CFA (-629 397 002 002FCFA)**.

B. Présentation du compte de résultat

Le compte de résultat est établi par rapprochement des produits et des charges de l'exercice. Pour l'exercice 2020, les produits sont arrêtés à **1 426,7 milliards FCFA** et les charges à **1 858,3 milliards FCFA**, soit un résultat négatif de **431,6 milliards FCFA**. Ce résultat s'explique par la sortie des actifs incorporels qui étaient des charges à hauteur de 338,3 milliards e FCFA.

1. Les produits

Les produits comprennent les produits fiscaux, de fonctionnement, d'intervention et financiers. Au titre de l'exercice 2020, ils ont été arrêtés comme suit :

- produits fiscaux : 1.126,9 contre 1.370,147 milliards FCFA en 2019 ;
- produits de fonctionnement : 253,4 contre 323,556 milliards FCFA en 2019 ;
- produits financiers : 46,3 contre 17,551 milliards FCFA en 2019.

2. Les charges

Les charges comprennent les charges de fonctionnement, d'intervention et financières. Au titre de l'exercice 2020, elles ont été arrêtées comme suit :

- charges de fonctionnement : 1.346,4 contre 998,1 milliards FCFA en 2019;
- charges d'intervention : 231,8 contre 237,1 milliards FCFA en 2019;
- charges financières : 280,1 contre 215,897 milliards FCFA en 2019.

En 2020, ces charges augmentent de 407,123 milliards FCFA, passant de 1.854,829 milliards FCFA à 1.451,185 milliards FCFA en 2019.

Le compte de résultat de l'exercice 2020 est retracé dans le tableau suivant :

Tableau 31 : le Compte de résultat

Libellé	Note	Exercice 2020	Exercice 2019	Exercice 2018
PRODUITS (I)		Exercice N (31/12/2020)	Exercice N (31/12/2019)	Exercice N (31/12/2018)
PRODUITS FISCAUX	9	911 737 265 320	981 126 189 714	698 973 801 903
AUTRES PRODUITS FISCAUX		215 225 709 238	389 021 196 519	358 798 784 108
TOTAL PRODUITS FISCAUX		1 126 962 974 558	1 370 147 386 233	1 057 772 586 011
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	10	-		
AUTRES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		253 423 679 174	323 556 103 340	277 115 982 010
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		253 423 679 174	323 556 103 340	277 115 982 010
PRODUITS D'INTERVENTION				
DONS ET LEGS		-		
TOTAL PRODUITS D'INTERVENTION		-		
PRODUITS FINANCIERS		46 372 081 427	17 551 464 117	60 005 529 658
TOTAL PRODUITS FINANCIERS		46 372 081 427	17 551 464 117	60 005 529 658
TOTAL PRODUITS		1 426 758 735 159	1 711 254 953 690	1 394 894 097 679
CHARGES (II)	Note			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
ACHATS DE BIENS	11	170 575 493 601	44 030 666 469	13 332 527 814
ACHATS DE SERVICES		53 421 617 055	74 615 400 596	43 962 982 743
SUBVENTIONS SUR ACHATS DE BIENS ET SERVICES		102 549 045 447	114 194 052 016	123 476 901 792
CHARGES DE PERSONNEL		659 366 884 809	670 129 033 264	677 078 167 643
CHARGES DE GESTION		-		
AUTRES CHARGES		360 464 605 774	95 203 754 084	15 096 653 866
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS		-		546 591 410 389
DOTATIONS AUX PROVISIONS		-		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 346 377 646 686	998 172 906 429	1 419 538 644 247
CHARGES D'INTERVENTION				
SUBVENTIONS	12	110 181 177 270	133 306 169 875	129 967 963 837
TRANSFERTS		121 622 813 855	103 809 443 589	99 385 439 902
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION		231 803 991 125	237 115 613 464	229 353 403 739
CHARGES FINANCIERES	13	280 127 191 588	215 897 019 951	205 937 534 614
TOTAL CHARGES FINANCIERES		280 127 191 588	215 897 019 951	205 937 534 614
TOTAL CHARGES		1 858 308 829 399	1 451 185 539 844	1 854 829 582 600
RESULTAT DE L'EXERCICE		(431 550 094 240)	260 069 413 846	(459 935 484 921)

Source : DGCPT, CGE 2020.

Fait à Libreville, le

Le Ministre de l'Economie et de la Relance

Le Ministre du Budget et des Comptes Publics

Nicole Jeanine Lydie ROBOTY épouse MBOU

Edith EKIRI MOUNOMBI épouse OYOUOMI

